

Volet B**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge***24417826***Déposé
18-07-2024

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 22/07/2024 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0716767543

Nom(en entier) : **F'in Common**

(en abrégé) :

Forme légale : Société coopérative

Adresse complète du siège Rue Botanique 75
: 1210 Saint-Josse-ten-Noode**Objet de l'acte :** DEMISSIONS, NOMINATIONS, STATUTS (TRADUCTION,
COORDINATION, AUTRES MODIFICATIONS)

Il résulte d'un acte reçu par Michel COËME, notaire associé à Tilleur, le 22 mai 2024 qu'ont été authentifiées les résolutions suivantes, prises lors de l'assemblée générale extraordinaire de la SC "F'in Common" du 18 mars 2024:

Première résolution – Modification de l'article 40 des statuts

Le président expose la justification de la modification proposée de l'article 40 des statuts.

La modification proposée a pour but d'adapter l'affectation du résultat à la réserve de garantie commune afin de s'adapter aux crédits pour lesquels les intérêts ne sont pas pris anticipativement.

Tous les membres de l'assemblée reconnaissent avoir pris connaissance de cette explication.

L'assemblée générale décide ensuite de modifier l'article 40 des statuts comme suit :
(...) on omet (...)

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution - Coordination des statuts sur base de la résolution qui précède

Comme conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de procéder à la coordination des statuts et mandate à cette fin l'étude ADVENTILL, société notariale, de résidence à Tilleur.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Troisième résolution - Pouvoirs

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, lequel pourra être lui-même représenté par Madame Charline PROVOST pour faire exécuter les décisions qui précèdent.

L'assemblée générale confère au notaire soussigné tous pouvoirs nécessaires aux fins de coordonner les statuts et d'établir la liste des publications prescrites par le Code des sociétés et des associations.

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité.

Les nouveaux statuts de Fin' Common sont donc les suivants:

En Français
STATUTS

Titre I. Forme légale – Dénomination – Siège – Objet – Durée

Article 1. Nom et forme

La société revêt la forme d'une société coopérative, en abrégé « SC »
Elle bénéficie de la présomption d'agrément et peut donc revêtir la forme d'une société coopérative agréée, en abrégé « SC agréée ».
Complémentairement, elle a vocation à obtenir l'agrément d'entreprise sociale et de devenir ainsi d'une société coopérative entreprise sociale agréée, en abrégé « SCES agréée »
Elle est dénommée « **F'in Common** ».
Dans tous les actes, annonces, factures, publications et autres pièces émanant de la Société, la raison sociale sera précédée ou suivie immédiatement des initiales « SC » ou de ces mots écrits en toutes lettres « Société coopérative », ainsi que le cas échéant, moyennant l'obtention du ou des agréments utiles, celles de « SC agréée » OU « SC agréée comme entreprise sociale » OU « SCES agréée », avec l'indication du siège social, des mots « Registre des personnes morales » ou des lettres abrégées « RPM » suivies de l'indication du ou des sièges du tribunal de l'entreprise dans le ressort duquel la Société a son siège social et ses sièges d'exploitation ainsi que du ou des numéros d'exploitation.

Article 2. Siège

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

La société peut établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, agences, ateliers, dépôts et succursales, tant en Belgique qu'à l'étranger.

La société peut, par simple décision de l'organe d'administration, établir ou supprimer des sièges d'exploitation, pour autant que cette décision n'entraîne pas de changement en matière de régime linguistique applicable à la société.

Article 2bis. Finalité coopérative et valeurs

La finalité coopérative de la société est de promouvoir l'éthique et la solidarité dans les rapports à l'argent afin de contribuer à une société plus juste et plus humaine.

Ses valeurs sont conformes aux principes coopératifs de l'Alliance coopérative internationale (ACI), à savoir :

1. Adhésion volontaire et ouverte

La société est une organisation volontaire, ouverte à toute personne apte à utiliser ses services et prête à assumer les responsabilités qu'entraîne l'adhésion, sans subir aucune discrimination liée à son sexe, son statut social, sa race, son affiliation politique ou religieuse.

2. Contrôle démocratique exercé par les actionnaires

La société est une organisation démocratique contrôlée par ses actionnaires. Ceux-ci participent activement à l'établissement des politiques et à la prise de décisions. Les hommes et les femmes qui siègent en tant que représentants élus sont responsables envers les membres. Chaque actionnaire jouit du même droit de vote (un membre, une voix).

3. Participation économique des actionnaires

Les actionnaires contribuent équitablement à, et contrôlent par voie démocratique, le capital investi dans leur coopérative. Une partie de ce capital appartient communément à la coopérative. Les actionnaires ne bénéficient que d'une rémunération limitée, si tant est qu'ils en reçoivent une, du capital souscrit comme condition d'adhésion à la coopérative. Les actionnaires allouent les excédents à la réalisation de tout ou partie des objectifs suivants : développer leurs coopératives, éventuellement en créant des réserves dont au moins une partie est indivisible ; en redistribuant aux actionnaires en fonction des transactions effectuées avec la coopérative ; et en soutenant d'autres activités approuvées par les actionnaires.

4. Autonomie et indépendance

La société est une entité autonome. Elle est une organisation d'entraide contrôlée par ses actionnaires. Si elle conclut des accords avec d'autres organisations, y compris avec des gouvernements, ou si elle lève des capitaux provenant de sources externes, elle le fait de manière à s'assurer que les actionnaires exercent un contrôle démocratique et conservent leur autonomie.

5. Éducation, formation et information

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

La société propose des formations à ses actionnaires, à leurs représentants, à leurs gestionnaires et à leurs employés afin que ceux-ci puissent contribuer efficacement au développement de leur coopérative. Elle sensibilise par ailleurs le grand public, en particulier les jeunes et les décideurs, à la nature et aux vertus de la coopération.

6. Coopération entre les coopératives

La société sert ses actionnaires le plus efficacement possible, et renforce le mouvement coopératif en collaborant via des structures locales, nationales, régionales et internationales.

7. Engagement envers la collectivité

La société œuvre au développement durable de sa collectivité en appliquant des politiques approuvées par ses actionnaires.

Outre les 7 valeurs qui précèdent, la société respecte le principe d'une tension salariale modérée : le rapport entre le plus élevé et le moins élevé des salaires octroyés au personnel de la société sera de 1 à maximum 4 jusqu'à 50 travailleurs ou actionnaires actifs, de 1 à maximum 5 de 51 à 250 travailleurs ou actionnaires actifs et de 1 à maximum 6 à partir de 250 travailleurs et plus ou actionnaires actifs. Le calcul de cette tension salariale intègre la rémunération brute et les avantages divers et de toutes natures. Pour les actionnaires actifs, le calcul intègre les émoluments bruts et tous les avantages divers et de toutes natures. La rémunération minimale est calculée sur base de la rémunération la plus basse en équivalent temps plein au sein de la société.

Article 3. Objet

La société a pour objet de procurer un avantage économique et social aux actionnaires dans la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés.

À cet effet, elle vise à :

1. contribuer au développement du marché de l'investissement socialement responsable en offrant ses actions au public ;

1. faciliter l'accès au financement pour les entreprises sociales dont le ou les produits financiers ont obtenu le label Finance solidaire, marque collective qui certifie qu'il(s) finance(nt) des activités génératrices d'utilité sociale et/ou environnementale en se basant sur des critères sociétaux et, à cet effet :

1. offrir des financements à ces entreprises, au prorata des crédits obtenus par celles-ci auprès d'autres prêteurs,

2. organiser un mécanisme de garantie commune en vue de couvrir les défauts éventuels de remboursement des financements accordés aux entreprises.

La société peut acquérir, exercer et aliéner, à titre gratuit ou à titre onéreux tout droit immobilier, mobilier ou intellectuel, sans aucune restriction. Elle peut promouvoir ou constituer toute autre entreprise, société, établissement ou association de droit ou de fait. Elle peut devenir membre de tels organismes. Elle peut leur procurer à titre gratuit ou onéreux tout service ou aide économique, financière, sociale ou morale, destiné à faciliter la promotion de l'entreprise.

Elle peut, tant en Belgique qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un but social ou un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Coopérative avec double agrément

Elle a pour but principal dans l'intérêt général, de générer un impact sociétal positif pour l'homme, l'environnement ou la Société ; elle a également comme but de procurer à ses actionnaires un avantage économique ou social, pour la satisfaction de leurs besoins professionnels ou privés

À cet effet, elle vise à :

1. contribuer au développement du marché de l'investissement socialement responsable en offrant ses actions au public ;

1. faciliter l'accès au financement pour les entreprises sociales dont le ou les produits financiers ont obtenu le label Finance solidaire, marque collective qui certifie qu'il(s) finance(nt) des activités génératrices d'utilité sociale et/ou environnementale en se basant sur des critères sociétaux et, à cet effet :

1. offrir des financements à ces entreprises, au prorata des crédits obtenus par celles-ci auprès d'autres prêteurs,
2. organiser un mécanisme de garantie commune en vue de couvrir les défauts éventuels de remboursement des financements accordés aux entreprises.

La société peut acquérir, exercer et aliéner, à titre gratuit ou à titre onéreux tout droit immobilier, mobilier ou intellectuel, sans aucune restriction. Elle peut promouvoir ou constituer toute autre entreprise, société, établissement ou association de droit ou de fait. Elle peut devenir membre de tels organismes. Elle peut leur procurer à titre gratuit ou onéreux tout service ou aide économique, financière, sociale ou morale, destiné à faciliter la promotion de l'entreprise.

Elle peut, tant en Belgique qu'à l'étranger, effectuer toutes opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut s'intéresser par toutes voies, dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un but social ou un objet identique, analogue, similaire ou connexe, ou qui soit de nature à favoriser le développement de son entreprise, à lui procurer des matières premières ou à faciliter l'écoulement de ses produits.

Chaque année, le conseil d'administration fait rapport spécial sur la manière dont la société a veillé à réaliser le but qu'elle s'est fixé. Ce rapport établit notamment que les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations sont conçues de façon à privilégier la réalisation du but de la société.

En cas d'agrément au Conseil National de la Coopération (CNC), ce rapport porte aussi sur la manière dont la société a réalisé les conditions de cet agrément, dont celle relative à l'information et la formation des actionnaires, actuels et potentiels, ou du grand public. Ce rapport spécial est intégré au rapport de gestion.

Afin de soutenir les autres acteurs d'un développement économique et humain respectueux de l'environnement, solidaire, démocratique, local, la société vise, dans ses relations client-fournisseur, à donner une priorité aux partenaires partageant sa manière de réaliser son objet ainsi que son mode d'organisation coopératif, sans pour autant que cela ne constitue l'unique critère de choix d'un partenaire.

Information et implication des travailleurs.

Une réunion à laquelle sont invités tous les membres du personnel, associés actifs ainsi que les principales parties prenantes se tient une fois par an durant les heures de travail. Cette réunion porte notamment sur les thèmes suivants :

- le développement économique et social en cours et futur de la personne morale;
- le bien-être au travail;
- une présentation du rapport d'activités et d'un résumé des comptes de la personne morale;
- la politique de gestion du personnel, le recrutement et la formation continue.

Article 4. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. Capitaux propres et apports

Article 5. Apports

En rémunération des apports initiaux, mille vingt-cinq (1.025) actions ont été émises, de classe A et de classe C.

Les capitaux propres sont représentés par des actions nominatives de quatre classes :

- actions de classe A, d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €), nécessairement souscrites par multiples de 100 : actions de coopérateurs sociétaux réservés aux personnes morales justifiant d'une expertise en matière sociétale,
- actions de classe B d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €) : actions de coopérateurs ordinaires, désireux d'investir solidairement dans le développement de l'entrepreneuriat social belge,
- actions de classe C d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €), nécessairement souscrites par multiples de 25 : actions de coopérateurs entrepreneurs réservés aux personnes morales susceptibles de bénéficier d'un financement de la part de la coopérative,
- actions de classe D d'une valeur nominale de vingt euros (20,00 €), nécessairement souscrites par multiples de 5.000 : actions de coopérateurs experts désireux d'investir solidairement dans le développement de l'entrepreneuriat social belge et justifiant d'une expertise en matière financière.

Des actions pourront, en cours d'existence de la société, être émises, notamment dans le cadre de l'admission d'actionnaires ou de majoration de souscriptions.

Le conseil d'administration fixe leur taux d'émission, le montant à libérer lors de la souscription et, le cas échéant, les époques de l'exigibilité des montants restant à libérer.

Un nombre d'actions correspondant aux capitaux propres indisponibles devra à tout moment être souscrit. Aucun remboursement aux actionnaires ne pourra entamer les capitaux propres indisponibles.

En dehors des actions représentant les apports, il ne peut être créé aucune espèce de titres, sous quelque dénomination que ce soit, représentatifs de droits sociaux ou donnant droit à une part des bénéfices.

La société peut émettre des obligations, hypothécaires ou autres, par décision du conseil d'administration qui en détermine le type et fixe le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, les garanties spéciales ainsi que toutes autres conditions de l'émission et organisera le fonctionnement de l'assemblée générale des obligataires.

Les actions doivent conférer, par classe de valeurs, les mêmes droits et obligations.

Chaque action donne un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de la liquidation, par classe de valeurs.

Article 6. Appels de fonds

Les appels de fonds sur les actions non entièrement libérées sont décidés souverainement par le conseil d'administration.

Les actionnaires qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, restent en défaut d'effectuer leurs versements sollicités, sont tenus de bonifier un intérêt au taux légal en matière commerciale en vigueur au moment de l'exigibilité à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice au droit pour la société de poursuivre par voie judiciaire le recouvrement de tout le solde restant dû, ou la résolution de la souscription ou d'exclure l'actionnaire défaillant.

Le conseil d'administration peut en outre, après un second avis resté sans suite pendant un mois, faire racheter par un actionnaire ou par un tiers agréé, conformément aux statuts, les actions de l'actionnaire défaillant. Le produit net de la vente s'impute sur ce qui est dû par l'actionnaire défaillant qui reste tenu de la différence ou profite éventuellement de l'excédent.

Le droit de vote attaché aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés sera suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles n'auront pas été effectués.

Article 7. Émission de nouvelles actions

Les actions nouvelles ne peuvent être souscrites que par des personnes qui répondent aux conditions stipulées à l'article 5 des présents statuts pour pouvoir devenir actionnaire.

Les mille (1.000) actions représentant les capitaux propres indisponibles ont été entièrement souscrites et libérées en espèces et au pair lors de la constitution de la société.

Outre les actions émises lors de la constitution de la société, d'autres actions représentant la part de capitaux propres indisponibles pourront, à l'occasion d'une augmentation de capitaux propres, être émises par décision de l'assemblée générale qui fixera leur taux d'émission, le montant à libérer lors de la souscription et le cas échéant, les époques d'exigibilité des montants restant à libérer ainsi que le taux des intérêts sur ces montants dus.

Article 7bis : Compte de capitaux propres statutairement indisponible

Les capitaux propres sont illimités.

Un compte de capitaux propres indisponibles est fixé à hauteur de vingt mille euros (20.000 EUR) et est intégralement libéré. Il n'est pas susceptible de distribution aux actionnaires.

Les capitaux propres peuvent, pour le surplus, varier en raison de l'admission, de la démission, de l'exclusion ou de la perte de la qualité d'actionnaires et en raison du retrait de leurs actions ou de souscriptions supplémentaires par les actionnaires.

Le compte de capitaux propres indisponibles ne peut être augmenté ou réduit que par décision de l'Assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications des statuts, et conformément à l'article 6 : 85 du Code des Sociétés et des Associations (CSA).

La société dispose d'un compte de capitaux propres indisponible, qui n'est pas susceptible de distribution aux actionnaires, sur lequel les apports des fondateurs sont inscrits.

TITRE III. TITRES

Article 8. Nature des actions et registre des actions

Les actions sont nominatives. Elles portent un numéro d'ordre.

De la manière prescrite par la loi, il est tenu au siège social un registre des actions que tout actionnaire peut consulter sans déplacement et qui indique pour chacun d'eux :

1. les noms, prénoms et domiciles des personnes physiques ; des personnes morales, la dénomination ou raison sociale ainsi que le siège social et le numéro d'immatriculation visé à l'article 2 : 24, § 1er, 3° et § 2, 3° du CSA, de chaque sociétaire,
2. la date de son admission, de sa démission ou de son exclusion éventuelle,
3. le nombre d'actions dont il est titulaire ainsi que les souscriptions d'actions nouvelles, les remboursements d'actions, les cessions d'actions avec leur date.
4. le montant des versements effectués, les sommes retirées en remboursement des actions.

Le conseil d'administration est chargé des inscriptions.

Celles-ci s'effectuent sur la base de documents probants qui sont datés et signés. Elles s'effectuent dans l'ordre de leur date.

La propriété des actions s'établit par une inscription dans ce registre.

Des certificats, constatant ces inscriptions, seront délivrés aux titulaires d'actions.

Article 9. Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui a le droit, en cas d'indivision, de suspendre les droits afférents aux actions jusqu'à ce qu'une seule personne ait été reconnue comme propriétaire à son égard.

En cas de démembrement de la propriété du titre entre usufruitier et nu-propriétaire, tous deux sont admis à assister à l'assemblée. L'exercice du droit de vote est cependant reconnu, en règle, à l'usufruitier, sans préjudice des conventions de votes pouvant être conclues entre l'usufruitier et le nu-propriétaire à ce sujet.

Article 10. Cession et transmission d'actions

Les actions sont cessibles entre vifs à des actionnaires de même classe, moyennant l'accord du conseil d'administration.

Elles ne peuvent, par contre, être cédées ou transmises par décès à des tiers, y compris les héritiers ou ayants cause de l'actionnaire défunt, que si ceux-ci sont des personnes physiques ou morales manifestant un intérêt pour les finalités de la société, moyennant agrément du conseil d'administration, statuant à la majorité simple des voix.

La mise en gage des actions est interdite.

Les actionnaires et les ayants droit ou ayants cause d'un actionnaire ne peuvent provoquer la liquidation de la société, ni faire apposer les scellés sur les avoirs sociaux ou en requérir l'inventaire.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux livres et écritures sociales et aux décisions des assemblées générales.

La propriété des actions s'établit par une inscription dans le registre des actions. La cession ou la transmission des actions ne sont opposables à la société et aux tiers qu'à partir du moment où la déclaration de transfert est inscrite sur le registre des actions.

TITRE IV. ADMISSION À LA SOCIÉTÉ

Article 11. Condition et procédure d'admission

§1. Sont actionnaires :

- 1) Les signataires de l'acte constitutif,
- 2) les personnes physiques ou morales agréées comme actionnaire par le conseil d'administration statuant à la majorité simple des voix et souscrivant aux conditions fixées par le conseil d'administration.

La demande d'agrément, précisant la classe pour laquelle l'agrément est sollicité, est adressée au conseil d'administration. En cas de refus d'affiliation, la société communique les raisons objectives de ce refus d'affiliation à l'intéressé qui en fait la demande.

La société ne peut, dans un but de spéculation, refuser l'affiliation d'actionnaires que s'ils ne remplissent pas les conditions générales d'admission.

§2. Pour être admis comme actionnaire, il faut soit acquérir, soit souscrire au moins une action et la libérer entièrement.

Toute demande d'agrément implique adhésion aux statuts de la société et, le cas échéant, au règlement d'ordre intérieur ainsi qu'aux décisions valablement prises par les organes de la société.

L'admission comme actionnaire sera refusée si elle a pour effet de ne pas respecter une des deux règles suivantes :

- le nombre d'actionnaires représentants des entreprises qui n'ont pas de finalité sociale explicite ne peut dépasser 49 % du nombre total d'actionnaires ;
- le nombre d'actionnaires représentants de pouvoirs publics ne peut dépasser 25 % du nombre total d'actionnaires ;

Est considéré comme représentant des pouvoirs publics toute personne qui siège en vertu d'un mandat reçu sur base des statuts et/ou suite à un mandat résultant d'une délibération d'un pouvoir public ou parapublic.

L'admission des actionnaires est constatée par l'inscription dans le registre des actionnaires.

Les inscriptions s'effectuent sur base de documents probants qui sont datés et signés.

Article 12. Responsabilités

La responsabilité des actionnaires est limitée au montant de leur souscription. Ils sont tenus sans solidarité ni indivisibilité. La responsabilité des actionnaires de la société est donc limitée.

La responsabilité de l'actionnaire démissionnaire ou exclu ne prend fin qu'au terme de l'exercice social au cours duquel il s'est retiré ou a été exclu.

Tout actionnaire démissionnaire ou exclu reste personnellement tenu dans les limites où il s'est engagé et pendant cinq ans à partir de sa démission ou de son exclusion, de tous les engagements contractés avant la fin de l'année au cours de laquelle sa retraite a été publiée.

Article 12bis. Perte de la qualité d'actionnaire

Par ailleurs, la qualité d'actionnaire se perd par la démission, l'exclusion, la dissolution, la liquidation volontaire ou judiciaire de la société, la faillite, les opérations de fusion, d'absorption, de scission dans lesquelles les actionnaires de la société bénéficiaire ou de la société à scinder ne remplissent pas les conditions requises pour être actionnaire, ainsi que par le décès, l'interdiction ou par déconfiture (règlement collectif de dette) d'un actionnaire personne physique.

Article 13. Démission

Tout actionnaire est libre de se retirer de la société mais une démission ne produit ses effets que pour autant qu'elle ait été signifiée au conseil d'administration par lettre recommandée à la poste au cours des six premiers mois de l'année sociale.

Le conseil d'administration informe l'assemblée générale de cette démission lors de sa plus prochaine réunion.

Une démission n'est en outre autorisée que dans la mesure où elle n'a pas pour effet de provoquer la liquidation de la société par la réduction du capital social à un montant inférieur à son minimum statutaire ou de réduire le nombre des actionnaires à moins de trois.

La démission est mentionnée dans le registre des actionnaires, en marge du nom de l'actionnaire démissionnaire.

Si l'assemblée générale refuse de constater la démission, celle-ci est reçue au greffe de la Justice de Paix du siège selon la procédure prévue au (CSA).

Article 14. Exclusion

L'assemblée générale peut prononcer à la majorité des deux/tiers des voix exprimées exception faite des actions de l'actionnaire dont l'exclusion est proposée, l'exclusion d'un actionnaire qui cesse de remplir les conditions d'agrément ou qui commet des actes contraires aux intérêts de la société ou pour toute autre raison grave, dans les conditions de l'article 6:123 du CSA. L'exclusion est proposée à l'assemblée générale par le conseil d'administration.

L'exclusion ne peut être prononcée qu'après que l'actionnaire en cause ait été invité à faire connaître ses observations par écrit dans le mois de l'envoi d'une lettre recommandée contenant la proposition motivée d'exclusion.

L'actionnaire doit être entendu par l'assemblée générale s'il le demande. Il peut également être assisté d'un avocat s'il le souhaite.

La décision d'exclusion doit être motivée et il doit être fait application de la procédure prévue par l'article 6:123 du CSA.

La décision d'exclusion est constatée dans un procès-verbal dressé et signé par le Président du Conseil d'Administration ou à son défaut par un Vice-Président ou l'Administrateur Délégué. Le procès-verbal mentionne les faits sur lesquels l'exclusion est fondée.

Une copie conforme de la décision est ensuite adressée dans les quinze jours à l'actionnaire exclu par lettre recommandée à la poste.

Mention de l'exclusion doit enfin être faite dans le registre des actions, en marge du nom de l'actionnaire exclu.

Article 15. Remboursement

L'actionnaire sortant a exclusivement droit au remboursement de sa participation, c'est-à-dire le montant réellement libéré et non encore remboursé pour ses actions, sans que ce montant ne puisse cependant être supérieur au montant de la valeur d'actif net de ces actions telle qu'elle résulte des derniers comptes annuels approuvés.

Le paiement intervient dans le courant de l'exercice suivant, pour autant que les fonds propres de la Société consécutifs à cette sortie, ne l'empêchent pas de satisfaire aux tests de solvabilité et de liquidité. Si tel était le cas, le droit au paiement est de plein droit post posé jusqu'à ce que les distributions soient à nouveau permises. Aucun intérêt n'est dû sur ce montant.

En cas de décès d'un actionnaire, le paiement de la fraction de valeur correspondante aux droits de succession intervient en tout état de cause au plus tard dans les six mois du décès.

TITRE V. ADMINISTRATION - CONTRÔLE

Article 16. Organe d'administration

La société est administrée par un conseil d'administration composé de minimum quatre administrateurs, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, statuant à la majorité simple, pour une durée qui ne peut dépasser six ans. Leurs mandats sont renouvelables.

À tout moment, le conseil d'administration

- doit être composé d'au moins un administrateur ne représentant ni les pouvoirs publics ni des entreprises privées sans finalité sociale ;
- ne peut être composé à plus de 49 % d'administrateurs représentants d'entreprises qui n'ont pas de finalité sociale explicite ;
- ne peut être composé à plus de 25 % d'administrateurs représentants de pouvoirs publics.

Est considéré comme représentant des pouvoirs publics toute personne qui siège en vertu d'un mandat reçu sur base des statuts et/ou suite à un mandat résultant d'une délibération d'un pouvoir public ou parapublic.

L'assemblée générale fixe le nombre d'administrateur, déterminée la durée de leur mandat et décide en cas de pluralité d'administrateurs si leurs pouvoirs doivent être exercés en conseil d'administration ou peuvent être exercés individuellement.

A défaut de précision, les pouvoirs des administrateurs sont exercés en Conseil d'Administration.

Les administrateurs ont en charge les intérêts de la coopérative et non leur intérêt personnel ni les intérêts de la personne morale qu'ils représentent au sein de la coopérative ou qui les ont mandatés.

Ils peuvent être révoqués en tout temps, par l'assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, sans préavis et sans devoir motiver sa décision.

Tout administrateur(trice) peut démissionner par simple notification à l'organe d'administration.

À la demande de la société, il/elle reste en fonction jusqu'à ce que la société puisse raisonnablement pourvoir à son remplacement. Il/elle peut faire lui/elle-même tout ce qui est nécessaire pour rendre la cessation de ses fonctions opposables aux tiers aux conditions prévues à l'article 2:18 du CSA.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier.

Le conseil d'administration respecte les principes de collégialité et de solidarité.

Article 17. Vacance d'un administrateur

En cas de vacance d'une place, les administrateurs restants, lorsqu'il existe un conseil d'administration, peuvent y pourvoir provisoirement. La nomination est soumise à la ratification de la plus prochaine assemblée.

Article 18. Compétence du conseil d'administration

Le conseil d'administration possède, outre les pouvoirs conférés aux présents statuts, les pouvoirs d'administration et de disposition les plus étendus, rentrant dans le cadre de l'objet, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale.

Il peut notamment prendre et donner en location, acquérir et aliéner tous biens tant mobiliers qu'immobiliers, contracter tous emprunts, affecter en gage ou en hypothèque tous biens sociaux, donner mainlevée avec renonciation à tout droit d'hypothèque, de privilège et action résolutoire, même sans justification de paiement, de toutes inscriptions hypothécaires et autres, transcriptions, saisies et autres empêchements quelconques, représenter la société en justice, en demandant et en défendant, transiger et compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux.

En outre, il édicte, modifie et abroge le règlement d'ordre intérieur, le fait ratifier par l'assemblée générale et le notifie à chaque actionnaire.

Les administrateurs peuvent élaborer un règlement d'ordre intérieur qui devra être soumis à ratification par l'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet statuant aux conditions de présence et de majorité exigées pour les modifications aux statuts. Ce règlement d'ordre intérieur pourra par la suite être amendé ou supprimé selon la même procédure.

Article 19. Réunions

Le conseil se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'intérêt social l'exige. Il doit aussi être convoqué lorsque deux de ses membres le demandent.

Le conseil se réunit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations.

Les membres peuvent y participer par téléphone ou internet dès lors que les moyens de communication utilisés leur permettent de prendre part aux discussions.

Les convocations sont faites à chacun des administrateurs et sont valablement effectuées par lettre, télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Elles contiennent l'ordre du jour.

Article 20. Procuration

Un administrateur peut même par simple lettre, télex, télégramme ou téléfax ou courrier électronique ou tout procédé analogue, donner mandat à un autre administrateur pour le remplacer à la réunion et voter en ses lieux et place. Toutefois, aucun mandataire ne peut représenter plus d'un administrateur.

Article 21. Délibération

Le conseil d'administration délibère sous la présidence de son président. En cas d'absence ou d'empêchement du président, la séance est présidée par le vice-président ou à défaut par le membre le plus âgé.

Le conseil ne délibère valablement sur les points repris à l'ordre du jour que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, si lors d'une première réunion, le conseil n'est pas en nombre, une nouvelle réunion pourra être convoquée avec le même ordre du jour qui délibérera valablement quel que soit le nombre des administrateurs présents ou représentés.

Dans des cas exceptionnels, lorsque l'urgence et l'intérêt de la société l'exigent, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par un accord écrit unanime des administrateurs. Cet accord écrit peut être communiqué par lettre, télégramme, télécopie ou message électronique. Cette procédure ne peut cependant être suivie pour l'établissement des comptes annuels.

Au cas où un administrateur a, dans une opération déterminée, un intérêt personnel opposé à celui de la société, il sera fait application des dispositions du CSA.

Les débats qui ont lieu au sein du Conseil d'Administration sont confidentiels. Les administrateurs doivent, en leur qualité de mandataire, exécuter de bonne foi leurs engagements. Ils sont donc tenus envers l'association à un devoir de discrétion.

Article 22. Vote

Toutes les décisions du conseil d'administration sont prises à la simple majorité des voix présentes ou représentées. En cas de parité de voix, celle du président ou du membre qui préside la réunion est prépondérante.

Article 23. Procès-verbaux

Ces délibérations et votes du conseil sont constatés par des procès-verbaux signés par la majorité des administrateurs présents à la réunion. Copie ou extrait de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Article 24. Gestion journalière

Le conseil d'administration peut conférer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion :

- soit à un ou plusieurs administrateurs qui portent le titre d'administrateur délégué
- soit à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis hors ou dans son sein.

Ceux-ci peuvent également être désignés par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration peut également confier la direction d'une ou plusieurs branches des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs ou fondés de pouvoirs choisis dans ou hors de son sein et conférer tous pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

L'administrateur délégué ou fondé de pouvoir à la gestion journalière peut également déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière qu'il détermine à telles personnes qu'il agréé.

Le Conseil D'administration fixe les attributions, les pouvoirs et les rémunérations fixes ou variables, imputées sur les frais généraux, des personnes à qui il confère des délégations.

Si les personnes à qui le conseil d'administration confère des délégations sont administrateurs de la société, c'est l'assemblée générale qui détermine leurs rémunérations.

Article 25. Représentation de la société

Sans préjudice aux délégations spéciales du conseil d'administration conférées en application des présents statuts, la société est représentée dans tous les actes, y compris ceux où intervient un fonctionnaire public ou un officier ministériel ainsi qu'en justice, par deux administrateurs agissant conjointement.

Si la société ne compte qu'un administrateur, celui-ci est investi de tous les pouvoirs de représentation de la société.

Article 26. Responsabilité des administrateurs

Les administrateur(trice)s sont responsables, conformément aux articles 2 : 56 à 2 : 58 du CSA, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion.

Ils sont solidairement redevables, tant envers la société, qu'envers les tiers de tous dommages et intérêts résultant notamment d'infractions aux dispositions du CSA ou des statuts de la société.

Article 27. Rémunération des administrateurs

Les mandats des administrateurs et des actionnaires chargés du contrôle sont gratuits, sauf décision contraire de l'assemblée générale. Toutefois, en ce qui concerne les administrateurs chargés d'une

délégation comportant des prestations spéciales ou permanentes, il peut leur être attribué des rémunérations.

En aucun cas cette rémunération ne peut consister en une participation aux bénéfices de la société.

Article 28. Contrôle de la société

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard de la loi et des statuts des opérations à constater dans les comptes annuels est confiée à un ou plusieurs commissaires, membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nommés par l'assemblée générale pour une durée de six ans, renouvelable.

L'assemblée générale fixera les émoluments du ou des commissaires eu égard aux normes de révision établies par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Toutefois, sauf décision contraire de l'assemblée générale, il ne sera pas procédé à la nomination d'un Commissaire réviseurs d'entreprises, lorsque la société ne réunit pas les conditions légales pour que cette désignation soit obligatoire.

En ce cas, chaque actionnaire a individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle des commissaires.

L'assemblée générale peut également charger un ou plusieurs actionnaires d'exercer ces pouvoirs dans les conditions prévues par le CSA.

Chaque actionnaire peut se faire représenter par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

TITRE VI. ASSEMBLEE GENERALE

Article 29. Composition et Compétence de l'Assemblée générale

L'assemblée générale représente l'ensemble des actionnaires et est le pouvoir souverain de la société.

L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires qui ont le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataires, moyennant observation des prescriptions du CSA ou des statuts.

L'assemblée régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même les absents ou dissidents.

Elle possède les pouvoirs qui lui sont attribués par la loi et les présents statuts.

L'assemblée générale peut, sur proposition du conseil d'administration, adopter aux conditions de présence et de majorité exigées pour les modifications aux statuts, un règlement d'ordre intérieur qui précise les conditions de fonctionnement des divers organes de la société ainsi que les cycles d'administration des affaires sociales. Il peut imposer aux sociétaires et à leurs ayants droit tout ce qui est jugé utile aux intérêts de la société.

Elle a seule le droit d'apporter des modifications aux statuts, de nommer les administrateurs et les commissaires, de les révoquer, d'accepter leur démission et de leur donner décharge de leur administration, ainsi que d'approuver les comptes annuels.

Article 30. Réunions

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an le troisième samedi du mois de juin à 10h00. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tient le premier jour ouvrable suivant à la même heure.

L'assemblée générale annuelle doit obligatoirement avoir dans son ordre du jour, l'examen des

Volet B - suite

comptes annuels de l'exercice antérieur, et la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

L'assemblée générale peut également être convoquée extraordinairement par le conseil d'administration.

Elle doit l'être si les actionnaires possédant au moins un/cinquième des actions en font la demande ou lorsque cette assemblée est sollicitée par le ou les commissaires.

L'assemblée devra se tenir dans les trois semaines de la demande de convocation.

Article 31. Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration, par simple lettre signée par lui ou par courriel, contenant l'ordre du jour, adressée huit jours au moins avant la date de la réunion.

Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée. Il ne devra pas être justifié des convocations aux assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

L'assemblée générale se tient au siège ou dans tout autre endroit indiqué dans les lettres de convocation.

Quinze jours avant l'assemblée, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège des pièces suivantes :

- les comptes annuels ;
- le cas échéant, les comptes consolidés ;
- la liste des fonds publics, des actions, obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille ;
- le rapport de gestion et le rapport des commissaires ;
- les rapports spéciaux visés à l'article 41 des présents statuts ;

Une copie des comptes annuels et des rapports de gestion, rapports spéciaux du conseil d'administration et le cas échéant du rapport du commissaire est transmise sans délai et gratuitement aux actionnaires qui en font la demande.

Article 32. Présidence

L'assemblée générale est présidée par le Président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un vice-président ou à son défaut par l'administrateur délégué.

Le Président désigne un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être actionnaire et deux scrutateurs qui forment le bureau.

Article 33. Représentation - Procurations

Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un autre actionnaire disposant du droit de vote et justifiant d'une procuration écrite, même par télécopie. Cependant, les personnes morales et les incapables peuvent être représentés par leur mandataire et administrateur, même non actionnaire.

Un actionnaire ne peut disposer de plus d'une procuration. Les actionnaires qui sont des personnes morales doivent être représentés par leurs représentants statutaires, par un membre de leur conseil d'administration ou par une personne dûment mandatée.

Représentent régulièrement l'incapable, dans l'exercice des prérogatives attachées aux actions, ses représentants légaux (ayant l'autorité parentale ou tuteur ...), seuls habilités dans le cadre des présents statuts et à l'égard de la société et des actionnaires de celle-ci à exercer lesdites prérogatives quelle que soit la nature ou l'objet des délibérations soumises au vote. Le représentant est présumé disposer des pouvoirs à cet effet. En cas de contestation à ce sujet, l'assemblée générale a le droit de suspendre l'exercice du droit de vote jusqu'à la détermination de la personne

habileté à exercer ces prérogatives.

Il en est de même en cas d'incapacité impliquant l'assistance d'une personne habitante (curateur ou tuteur, et cetera) : à l'égard de la société et des actionnaires, la présence de l'assisté et de la personne qui l'assiste légalement s'impose pour la participation aux assemblées générales, sauf démonstration par la personne assistée de sa pleine capacité. En cas de contestation ou de doute à ce sujet, l'assemblée générale a le droit de suspendre l'exercice du droit de vote comme indiqué à l'alinéa précédent.

Il en est de même en cas de succession acceptée sous bénéfice d'inventaire et de manière plus générale, dans toutes les situations où un administrateur ou gestionnaire de patrimoine ou de biens a été désigné (faillite, liquidation et cetera) : celui-ci exerce seul à l'égard de la société et des actionnaires le droit de vote. En cas de contestation de ses pouvoirs, l'assemblée générale a le droit de suspendre l'exercice du droit de vote comme dit aux alinéas ci-dessus.

Article 34. Délibérations

Concernant les points non mentionnés à l'ordre du jour, il ne peut en être délibéré en assemblée que lorsque l'entière des actions est présente et lorsque l'unanimité des voix s'y est résolue, sauf en cas d'urgence dûment justifiée.

Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être passées par un acte authentique.

Il est tenu à chaque assemblée une liste des présences.

Les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter gravement préjudice à la société, aux actionnaires ou au personnel de la société.

Lorsqu'un(e) membre effectif/ve ou associé a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature financière à une décision ou une opération relevant de l'assemblée générale, elle/il doit le communiquer aux autres membres avant la délibération de l'assemblée générale. Si elle le juge préférable, l'assemblée générale peut choisir d'exclure la/le membre des délibérations et du vote qui concerne le point pour lequel son intérêt pourrait être impliqué.

Article 35. Vote

§1. L'assemblée statue, sauf les exceptions prévues par les présents statuts et par la loi, à la majorité des voix valablement émises, abstraction faite des abstentions, quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée n'en décide autrement. Le vote peut également être émis par écrit.

Les votes relatifs à des nominations d'administrateurs et de commissaires se font au scrutin secret.

§2. Chaque actionnaire a droit à une voix quel que soit le nombre de ses actions.

Un actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire aux assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires. Chaque actionnaire ne peut représenter qu'un seul autre.

Les décisions doivent être approuvées à la fois par :

- une majorité absolue des voix présentes et représentées des coopérateurs sociétaux (classe A),
- une majorité absolue des voix présentes et représentées des coopérateurs investisseurs (classe B et D) et
- une majorité absolue des voix présentes et représentées des coopérateurs bénéficiant ou ayant bénéficié de financement de la coopérative (classe C).

§3. Lorsque l'assemblée est appelée à se prononcer sur une modification des statuts ou sur le règlement d'ordre intérieur, elle ne peut valablement délibérer que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à l'assemblée

représentent la moitié des apports.

Si l'assemblée ne réunit pas cette dernière condition, une nouvelle assemblée est convoquée avec le même ordre du jour à une date fixée entre 2 semaines et 2 mois après la première. En ce cas, l'assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions représentées.

La proposition devra recueillir les trois quarts des voix des actionnaires présents ou représentés des coopérateurs sociétaux (classe A), les trois quarts des voix présentes et représentées des coopérateurs investisseurs (classe B et D) et les trois quarts des voix présentes et représentées des coopérateurs ayant bénéficié de financement de la coopérative (classe C).

Article 36. Vote à distance

Conformément à l'article 6 : 75 du CSA, le conseil d'administration peut décider de mettre en place le vote à distance par voie électronique.

La société met à disposition des actionnaires les outils leur permettant de prendre part au vote.

Article 37. Procès-verbaux

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les expéditions, copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par l'administrateur unique ou par le président du conseil d'administration ou l'administrateur-délégué ou par deux administrateurs.

TITRE VII. EXERCICE SOCIAL REPARTITION – RESERVES

Article 38. Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 39. Écritures sociales

À cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et l'organe d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels dont, après approbation par l'assemblée, il assure la publication, conformément à la loi.

Article 40. Affectation du résultat

Le bénéfice net de la Société est déterminé conformément à la loi. L'Assemblée générale a le pouvoir de décider de l'affectation du bénéfice et du montant des distributions, conformément aux dispositions légales, le cas échéant, dans le respect des agréments ou statuts particuliers.

Une partie des ressources annuelles est consacrée à l'information et à la formation de ses membres, actuels et potentiels, ou du grand public.

Le seul avantage patrimonial que la société distribue directement ou indirectement à ses actionnaires, sous quelque forme que ce soit, ne peut excéder le taux d'intérêt visé à l'article 8:5, § 1er, 2°, du code des sociétés et des associations, et appliqué au montant réellement versé par les actionnaires sur les actions.

De plus, le montant du dividende à verser aux actionnaires ne peut être fixé qu'après fixation d'un montant que la Société réserve aux projets ou affectations qui sont nécessaires ou utiles pour la réalisation de son objet, et notamment une dotation et une reprise au fonds de réserve affecté à la couverture des risques liés à l'octroi de crédits par la coopérative.

Ce fonds de réserve affecté à la couverture des risques liés à l'octroi de crédits par la coopérative constitue une réserve indisponible.

La dotation annuelle à ce fonds est calculée de la manière suivante :

- 3 % de l'encours des crédits qui ont été accordés durant l'exercice comptable et qui prévoient le paiement anticipé des intérêts

- 3 % des montants dus en principal et intérêts sur chacun des autres crédits, multiplié par une fraction constituée, au numérateur, du montant des intérêts payés durant l'exercice comptable et, au dénominateur, du montant total des intérêts dus, tel qu'estimé avec les conditions en vigueur.

La reprise annuelle à ce fonds est égale aux réductions de valeur sur créance actées durant l'exercice comptable.

Après fixation du montant que la Société réserve aux projets ou affectations qui sont nécessaires ou utiles pour la réalisation de son objet, et notamment la dotation et la reprise au fonds de réserve affecté à la couverture des risques liés à l'octroi de crédits par la coopérative, le solde éventuel restant est affecté à l'octroi d'un dividende qui ne pourra jamais dépasser 1 % de la partie versée du capital social.

Aucune distribution ne peut être faite si ce n'est dans le respect du double test (solvabilité et liquidité). La décision de distribution prise par l'Assemblée générale ne produit ses effets qu'après que l'Organe d'administration aura constaté qu'à la suite de la distribution, la Société pourra, en fonction des développements auxquels on peut raisonnablement s'attendre, continuer à s'acquitter de ses dettes au fur et à mesure de leur échéance pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date de la distribution.

Si la Société dispose de capitaux propres qui sont légalement ou statutairement indisponibles, aucune distribution ne peut être effectuée si l'actif net est inférieur au montant de ces capitaux propres indisponibles ou le deviendrait à la suite d'une telle distribution. Pour l'application de cette disposition, la partie non-amortie de la plus-value de réévaluation est réputée indisponible. L'actif net de la Société est établi sur la base des derniers comptes annuels approuvés ou d'un état plus récent résumant la situation active et passive. Par actif net, on entend le total de l'actif, déduction faite des provisions, des dettes, et, sauf cas exceptionnels à mentionner et à justifier dans l'annexe aux comptes annuels, des montants non encore amortis des frais d'établissement et d'expansion et des frais de recherche et de développement.

La décision de l'Organe d'administration est justifiée dans un rapport qui n'est pas déposé.

Le droit au dividende afférent aux actions dont les versements exigibles n'ont pas été effectués, est suspendu.

Article 41. Inventaire - comptes annuels – rapports spéciaux

À la fin de chaque exercice social, le Conseil d'administration dresse l'inventaire ainsi que le bilan, le compte de résultats, son annexe et le rapport de gestion à soumettre à l'Assemblée générale.

Respect des buts poursuivis par les Entreprises Sociales Agréées

Le CA établit un rapport spécial annuel sur l'exercice clôturé dans lequel il est fait au moins mention des informations à propos :

- Des demandes de démission ;
- Du nombre d'actionnaires démissionnaires et la classe d'actions pour lesquelles ils ont démissionné ;
- Du montant versé et les autres modalités éventuelles ;
- Du nombre de demandes rejetées et le motif du refus ;
- Ainsi que, si les statuts le prévoient, de l'identité des actionnaires démissionnaires ;
- La manière dont le CA contrôle l'application des conditions d'agrément ;
- Les activités que la Société a effectuées pour atteindre son objet ;
- Les moyens que la Société a mis en œuvre à cet effet.

Ce rapport est, le cas échéant, inséré dans le rapport de gestion. Si le CA n'est pas tenu d'établir et de déposer un rapport de gestion, il envoie une copie du rapport spécial au SPF Économie dans les sept mois qui suivent la date de clôture de l'exercice.

Ce rapport est également conservé au siège de la Société.

Respect des principes des Coopératives Agréées au Conseil National de la Coopération (CNC)

En cas d'agrément CNC :

Les administrateurs sont tenus de faire annuellement un rapport spécial sur la manière dont la Société a veillé à réaliser les conditions d'agrément, en particulier, la réalisation de son but principal

et l'affectation d'une partie des ressources annuelles à l'information et à la formation de ses membres, actuels et potentiels, ou du grand public ainsi que sur la façon dont les dépenses relatives aux investissements, aux frais de fonctionnement et aux rémunérations concourent à la réalisation du but de la Société.

Ce rapport est, le cas échéant, intégré au rapport de gestion qui est établi conformément au Code des Sociétés et des Associations.

Les administrateurs des Sociétés qui ne sont pas tenues d'établir un rapport de gestion conservent le rapport spécial au siège de la Société.

Article 42. Décharge des administrateurs

L'Assemblée générale annuelle entend les rapports des administrateurs et du commissaire ou des actionnaires chargés du contrôle, et statue sur l'adoption des comptes annuels (bilan – compte de résultats et annexes).

Après adoption des comptes annuels, l'Assemblée se prononce sur la décharge des administrateurs et des personnes chargées du contrôle ou du commissaire.

Les comptes annuels sont déposés dans les trente jours après leur approbation à la Banque Nationale par le Conseil d'administration.

TITRE VIII. DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 43. Procédure de la sonnette d'alarme

Lorsque l'actif net risque de devenir ou est devenu négatif, le conseil d'administration doit convoquer l'assemblée générale à une réunion à tenir dans les deux mois de la date à laquelle cette situation a été constatée ou aurait dû l'être en vertu des dispositions légales ou statutaires, en vue de décider de la dissolution de la société ou de mesures annoncées dans l'ordre du jour afin d'assurer la continuité de la société.

Il est procédé de la même manière lorsque le Conseil d'administration constate qu'il n'est plus certain que la société, selon les développements auxquels on peut raisonnablement s'attendre, sera en mesure de s'acquitter de ses dettes au fur et à mesure de leur échéance pendant au moins les douze mois suivants.

À moins que le Conseil d'administration propose la dissolution de la société conformément à l'article 6 :125 du CSA, il expose dans un rapport spécial les mesures qu'il propose pour assurer la continuité de la société. Ce rapport est annoncé dans l'ordre du jour. Une copie peut être obtenue conformément à l'article 6 : 70 § 2 du CSA.

En cas d'absence du rapport visé à l'alinéa 2, la décision de l'assemblée générale est nulle.

Article 44. Dissolution

La société est dissoute notamment par la réduction du nombre des actionnaires en dessous du minimum légal et par réduction du capital en dessous du minimum légal.

Outre les causes de dissolution légales, la société ne peut être dissoute que par décision de l'assemblée générale, statuant dans les formes et conditions requises pour les modifications aux statuts.

Article 45. Liquidateurs

En cas de dissolution de la société pour quelque motif que ce soit, la liquidation s'opère par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale et dont la nomination aura été confirmée par le tribunal de l'entreprise dans le ressort territorial duquel la société a son siège depuis plus de dix mois au jour de la décision de la dissolution. Dans le cas où le liquidateur nommé est une personne morale, doit être désignée dans l'acte de nomination la personne physique qui représente le liquidateur.

L'assemblée détermine les pouvoirs et les émoluments du liquidateur. Les liquidateurs ou le Conseil d'administration disposent, dans ce cadre, des pouvoirs les plus étendus conférés par le CSA.

Au cours des sixième et douzième mois de la première année de liquidation, le liquidateur transmet un état détaillé de la situation de la liquidation au greffe du tribunal de l'entreprise territorialement compétent. Cet état comporte notamment l'indication des recettes, des dépenses, des répartitions ainsi que de ce qu'il est resté à liquider. À partir de la deuxième année, cet état détaillé est transmis au greffe tous les ans.

Avant la clôture de la liquidation, le liquidateur soumet le plan de répartition de l'actif entre les différentes catégories de créanciers pour accord au tribunal de l'entreprise dans l'arrondissement duquel se trouve le siège de la société.

Article 46. Répartition de l'actif net

Après apurement de toutes les dettes, charges et frais de liquidation ou consignation des sommes nécessaires à cet effet, l'actif net sert d'abord à rembourser, en espèces ou en titres, le montant libéré des actions conformément aux dispositions de l'article 15.

Si les actions ne sont pas toutes libérées dans une égale proportion, les liquidateurs, avant de procéder aux répartitions, tiennent compte de cette diversité de situation et rétablissent l'équilibre en mettant toutes les actions sur un pied d'égalité absolue, soit par des appels de fonds complémentaires à charge des titres insuffisamment libérés, soit par des remboursements préalables en espèces au profit des actions libérées dans une proportion supérieure.

Le conseil d'administration et le(s) liquidateur(s) désigné(s) par l'assemblée générale proposent à l'assemblée générale une destination du solde éventuel, qui décidera elle-même de la clôture de la liquidation.

Lors de la liquidation de la Société, le patrimoine subsistant après l'apurement du passif et le remboursement de l'apport réellement versé par les actionnaires et non encore remboursé, à peine de nullité, est réservé à une affectation qui correspond le plus possible à son objet comme entreprise sociale agrée.

TITRE IX. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 47. Élection de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire, directeur, liquidateur domicilié à l'étranger, fait élection de domicile au siège où toutes communications peuvent lui être valablement faites s'il n'a pas élu un autre domicile en Belgique vis-à-vis de la société.

Article 48. Compétence judiciaire

Pour tout litige entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux tribunaux du siège, à moins que la société n'y renonce expressément.

Article 49. Droit commun

Les dispositions du Code des sociétés et des associations auxquelles il ne serait pas licitement dérogé sont réputées inscrites dans les présents statuts et les clauses contraires aux dispositions impératives du Code des sociétés sont censées non écrites.

En néerlandais:

STATUTEN

Titel I. Rechtsvorm - Naam - Zetel - Doel - Duur

Artikel 1. Naam en vorm

De vennootschap heeft de vorm van een coöperatieve vennootschap, afgekort "CV".

Ze geniet het vermoeden van erkenning en kan derhalve de vorm aannemen van een erkende

coöperatieve vennootschap, afgekort "erkende CV".

Bovendien is het de bedoeling de erkenning als sociale onderneming te verkrijgen en aldus een coöperatieve vennootschap erkend als sociale onderneming te worden, kortweg "erkende CVSO". Ze heet "F'in Common".

In alle akten, aankondigingen, facturen, publicaties en andere documenten die uitgaan van de vennootschap, wordt de naam onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door de initialen "CV" of door de vermelding "Coöperatieve vennootschap" voluit geschreven, alsook, in voorkomend geval, door de erkenning(en), die van "erkende CV" OF "CV erkend als sociale onderneming" OF "erkende CVSO", met vermelding van de maatschappelijke zetel, de woorden "Rechtspersonenregister" of de afkorting "RPR", gevolgd door de aanduiding van de zetel(s) van de ondernemingsrechtbank van het rechtsgebied waar de vennootschap haar maatschappelijke zetel en haar vestigingsplaats heeft, alsmede het (de) ondernemingsnummer(s).

Artikel 2. Maatschappelijke zetel

De maatschappelijke zetel is gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De vennootschap kan, bij gewoon besluit van het bestuursorgaan, administratieve zetels, agentschappen, werkplaatsen, depots en filialen vestigen, zowel in België als in het buitenland.

De vennootschap kan bij gewoon besluit van het bestuursorgaan vestigingsplaatsen oprichten of opheffen, mits deze beslissing geen wijziging van het op de vennootschap toepasselijke taalregime met zich meebrengt.

Artikel 2bis. Coöperatieve doel en waarden

De coöperatieve doelstelling van de vennootschap is het bevorderen van ethiek en solidariteit in de omgang met geld om zo bij te dragen tot een rechtvaardiger en menselijker samenleving.

De waarden zijn in overeenstemming met de coöperatieve beginselen van de Internationale Coöperatieve Alliantie (ICA), namelijk

1. Vrijwillig en open lidmaatschap

De vennootschap is een vrijwillige organisatie die openstaat voor iedereen die gebruik kan maken van haar diensten en bereid is de verantwoordelijkheden van het lidmaatschap op zich te nemen, zonder discriminatie op grond van geslacht, sociale status, ras, politieke of godsdienstige overtuiging.

2. Democratische controle door aandeelhouders

De vennootschap is een democratische organisatie die door haar aandeelhouders wordt gecontroleerd. De aandeelhouders nemen actief deel aan de bepaling van het beleid en de besluitvorming. De mannen en vrouwen die als verkozenen fungeren, moeten verantwoording afleggen aan de leden. Elke aandeelhouder heeft evenveel stemrecht (één lid, één stem).

3. Economische deelneming van de aandeelhouders

De aandeelhouders dragen in gelijke mate bij tot het kapitaal dat in hun coöperatie is geïnvesteerd, en oefenen daar democratische controle op uit. Een deel van dit kapitaal is gemeenschappelijk eigendom van de coöperatie. De aandeelhouders ontvangen slechts een beperkt of zelfs geen vergoeding op het kapitaal waarop ze hebben ingetekend als voorwaarde voor hun lidmaatschap van de coöperatie. De aandeelhouders bestemmen de overschotten om sommige of alle van de volgende doelstellingen te bereiken: ontwikkeling van hun coöperatie, eventueel door het vormen van reserves, waarvan ten minste een deel ondeelbaar is; herverdeling onder de aandeelhouders volgens de transacties met de coöperatie; en ondersteuning van andere door de aandeelhouders goedgekeurde activiteiten.

4. Autonomie en onafhankelijkheid

De vennootschap is een autonome entiteit. Het is een organisatie die door haar aandeelhouders wordt gecontroleerd. Indien ze overeenkomsten sluit met andere organisaties, met inbegrip van regeringen, of kapitaal aantrekt uit externe bronnen, doet ze dit op zodanige wijze dat de aandeelhouders democratische controle kunnen uitoefenen en hun autonomie behouden.

5. Onderwijs, vorming en informatieverstrekking

De vennootschap biedt de aandeelhouders, vertegenwoordigers, beheerders en werknemers opleidingen aan, zodat ze doeltreffend kunnen bijdragen aan de ontwikkeling van hun coöperatie. Ook wordt het grote publiek, met name jongeren en besluitvormers, bewust gemaakt van de aard en de deugden van samenwerking.

6. Samenwerking tussen coöperaties

De vennootschap bedient haar aandeelhouders op de meest efficiënte manier en versterkt de coöperatieve beweging door samen te werken via lokale, nationale, regionale en internationale structuren.

7. Betrokkenheid bij de gemeenschap

De vennootschap werkt aan de duurzame ontwikkeling van haar gemeenschap door de uitvoering van beleidsmaatregelen die door de aandeelhouders zijn goedgekeurd.

Naast deze 7 waarden respecteert de vennootschap het principe van de gematigde loonspanning: de verhouding tussen het hoogste en het laagste loon dat aan het personeel van de vennootschap wordt toegekend, zal 1 op maximum 4 zijn tot 50 werknemers of actieve aandeelhouders, 1 op maximum 5 van 51 tot 250 werknemers of actieve aandeelhouders en 1 op maximum 6 vanaf 250 werknemers of actieve aandeelhouders. De berekening van deze loonspanning omvat het brutoloon en de voordelen van alle aard. Voor actieve aandeelhouders omvat de berekening de brutobezoldiging en de voordelen van alle aard. De minimumbezoldiging wordt berekend op basis van de laagste bezoldiging voor voltijdsequivalenten binnen de vennootschap.

Artikel 3. Doel

Het doel van de vennootschap is de aandeelhouders een economisch en sociaal voordeel te verschaffen door in hun beroeps- of privébehoeften te voorzien.

Daartoe beoogt de vennootschap :

1. bij te dragen tot de ontwikkeling van de markt voor maatschappelijk verantwoorde investeringen door haar aandelen aan het publiek aan te bieden;

1. de toegang tot financiering te vergemakkelijken voor sociale ondernemingen waarvan het/de financiële product(en) het label "Solidaire financiering" heeft/hebben verkregen, een collectief keurmerk dat certificeert dat ze activiteiten financieren die sociaal en/of ecologisch nut genereren op basis van maatschappelijke criteria, en, met het oog daarop :

1. financiering aanbieden aan deze ondernemingen, in verhouding tot de kredieten die ze van andere kredietverstrekkers krijgen,
2. een gemeenschappelijk garantiemechanisme opzetten om eventuele wanbetalingen bij de terugbetaling van aan ondernemingen verstrekte financiering te dekken.

De vennootschap kan zonder beperking, kosteloos of onder bezwarende titel, alle onroerende, roerende en intellectuele eigendomsrechten verwerven, uitoefenen en vervreemden. Ze kan elke andere onderneming, vennootschap, vestiging of vereniging in rechte of in feite bevorderen of oprichten. Ze kan lid worden van dergelijke organisaties. Ze kan aan hen alle economische, financiële, sociale of morele diensten of bijstand verstrekken, kosteloos of onder bezwarende titel, bestemd om de promotie van de onderneming te vergemakkelijken.

Ze kan, zowel in België als in het buitenland, alle commerciële, industriële en financiële, roerende en onroerende verrichtingen doen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar doel.

De vennootschap mag op welke wijze ook een belang nemen in zaken, ondernemingen of vennootschappen die een maatschappelijk doel nastreven of een identiek, vergelijkbaar, soortgelijk of verwant doel nastreven of die de groei van haar onderneming kunnen bevorderen, haar grondstoffen kunnen verschaffen of de afzet van haar producten kunnen vergemakkelijken.

Coöperatie met dubbele erkenning

Haar voornaamste doel van algemeen belang is een positieve maatschappelijke invloed uitoefenen op de mens, het milieu of de maatschappij; ze streeft er tevens naar haar aandeelhouders een economisch of sociaal voordeel te verschaffen om te voorzien in hun beroeps- of privébehoeften.

Daartoe beoogt ze :

1. bij te dragen tot de ontwikkeling van de markt voor maatschappelijk verantwoorde investeringen door haar aandelen aan het publiek aan te bieden;

1. de toegang tot financiering te vergemakkelijken voor sociale ondernemingen waarvan het/de

financiële product(en) het label "Solidaire financiering" heeft/hebben verkregen, een collectief keurmerk dat certificeert dat ze activiteiten financieren die sociaal en/of ecologisch nut genereren op basis van maatschappelijke criteria, en, met het oog daarop :

1. financiering aanbieden aan deze ondernemingen, in verhouding tot de kredieten die ze van andere kredietverstrekkers krijgen,
2. een gemeenschappelijk garantiemechanisme opzetten om eventuele wanbetalingen bij de terugbetaling van de aan ondernemingen verstrekte financiering te dekken.

De vennootschap kan zonder enige beperking, kosteloos of onder bezwarende titel, alle onroerende, roerende en intellectuele eigendomsrechten verwerven, uitoefenen en vervreemden. Ze kan elke andere onderneming, vennootschap, vestiging of vereniging in rechte of in feite bevorderen of oprichten. Ze kan lid worden van dergelijke organisaties. Ze kan aan hen alle economische, financiële, sociale of morele diensten of bijstand verstrekken, kosteloos of onder bezwarende titel, bestemd om de promotie van de onderneming te vergemakkelijken.

Ze kan, zowel in België als in het buitenland, alle commerciële, industriële en financiële, roerende en onroerende verrichtingen doen die rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met haar doel.

De vennootschap mag op welke wijze ook een belang nemen in zaken, ondernemingen of vennootschappen die een maatschappelijk doel nastreven of een identiek, vergelijkbaar, soortgelijk of verwant doel nastreven of die de groei van haar onderneming kunnen bevorderen, haar grondstoffen kunnen verschaffen of de afzet van haar producten kunnen vergemakkelijken.

De Raad van Bestuur stelt jaarlijks een bijzonder verslag op over de wijze waarop de vennootschap de verwezenlijking van haar doel heeft verzekerd. In dit verslag wordt met name vastgesteld dat de uitgaven voor investeringen, werkingskosten en bezoldigingen gestructureerd zijn in het belang van de verwezenlijking van het doel van de vennootschap.

In het geval van erkenning door de Nationale Raad voor de Coöperatie (NRC) heeft dit verslag ook betrekking op de wijze waarop de vennootschap aan de voorwaarden voor deze erkenning heeft voldaan, met inbegrip van de voorlichting en vorming van huidige en potentiële aandeelhouders of het grote publiek.

Dit bijzondere verslag maakt integraal deel uit van het beheersverslag.

Ter ondersteuning van de andere actoren bij een economische en menselijke ontwikkeling die het milieu, de solidariteit, de democratie en de lokaliteit eerbiedigt, wil de vennootschap in haar relaties met klanten en leveranciers voorrang geven aan partners die haar manier van verwezenlijken en haar coöperatieve organisatiewijze delen, zonder dat dit het enige criterium voor de keuze van een partner vormt.

Informatieverstrekking en betrokkenheid van de werknemers.

Eenmaal per jaar wordt tijdens de werkuren een vergadering gehouden waarop alle personeelsleden, actieve vennoten en de voornaamste belanghebbenden worden uitgenodigd. Tijdens deze vergadering komen met name de volgende onderwerpen aan bod

- de huidige en toekomstige economische en sociale ontwikkeling van de rechtspersoon;
- welzijn op het werk;
- een presentatie van het activiteitenverslag en een samenvatting van de rekeningen van de rechtspersoon;
- personeelsbeleid, aanwerving en bijscholing.

Artikel 4. Duur

De vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

Titel II. Eigen vermogen en inbreng

Artikel 5. Inbreng

Als tegenprestatie voor de eerste inbreng werden duizend vijftientig (1.025) aandelen van categorie A en categorie C uitgegeven.

Het eigen vermogen wordt vertegenwoordigd door aandelen op naam in vier categorieën:

- aandelen van categorie A, met een nominale waarde van twintig euro (20,00 EUR), verplicht onderschreven in veelvouden van 100: aandelen van maatschappelijke coöperatieleden, voorbehouden aan rechtspersonen met bewezen expertise op het gebied van maatschappelijke aangelegenheden,
- aandelen van categorie B, met een nominale waarde van twintig euro (20,00 EUR): aandelen van gewone coöperatieleden, die solidair wensen te investeren in de ontwikkeling van Belgisch sociaal ondernemerschap,
- aandelen van categorie C, met een nominale waarde van twintig euro (20,00 EUR), verplicht onderschreven in veelvouden van 25: aandelen van coöperatieleden-ondernemers voorbehouden voor rechtspersonen die in aanmerking kunnen komen voor financiering door de coöperatie,
- aandelen van categorie D, met een nominale waarde van twintig euro (20,00 EUR), verplicht onderschreven in veelvouden van 5.000: aandelen van coöperatieleden-deskundigen met expertise op het gebied van financiën die solidair wensen te investeren in de ontwikkeling van Belgisch sociaal ondernemerschap .

Aandelen kunnen worden uitgegeven in de loop van het bestaan van de vennootschap, met name in het kader van de toelating van aandeelhouders of van verhoogde inschrijvingen.

De Raad van Bestuur bepaalt de uitgiftekoers, het bij de inschrijving te storten bedrag en, in voorkomend geval, de tijdstippen waarop de nog te storten bedragen opeisbaar worden.

Er zal steeds een bepaald aantal aandelen dat overeenkomt met het onbeschikbare eigen vermogen onderschreven moeten worden. Er vindt geen terugbetaling aan aandeelhouders plaats ten laste van het onbeschikbare eigen vermogen.

Afgezien van de aandelen die de inbreng vertegenwoordigen, mogen geen effecten van welke aard ook worden gecreëerd die vennootschapsrechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winst.

De vennootschap kan obligaties, hypothecaire obligaties of andere obligaties uitgeven bij besluit van de Raad van Bestuur, die de aard van de obligaties bepaalt en de rentevoet, de wijze en het tijdstip van betaling, de bijzondere waarborgen en alle andere voorwaarden van de uitgifte vaststelt en de werking van de Algemene Vergadering van obligatiehouders regelt.

De aandelen moeten per categorie dezelfde rechten en verplichtingen verlenen.

Elk aandeel heeft een gelijk recht op een aandeel in de winst en opbrengst van de vereffening, per categorie.

Artikel 6. Verzoek om bijdragen

De Raad van Bestuur besluit naar eigen goeddunken over de verzoeken om bijdragen van niet-volgestorte aandelen.

De aandeelhouder die, na een termijn van één maand, betekend per aangetekend schrijven, nalaat de gevraagde stortingen te verrichten, is vanaf de datum van de mogelijke storting een interest verschuldigd tegen de wettelijke handelsrentevoet die van kracht is op het ogenblik van de mogelijke storting, onverminderd het recht van de vennootschap om langs gerechtelijke weg de terugvordering van het volledige uitstaande saldo te vorderen, of de annulering van de inschrijving of de uitsluiting van de nalatige aandeelhouder te vorderen.

De Raad van Bestuur kan ook, na een tweede aanmaning waaraan gedurende één maand geen gevolg is gegeven, de aandelen van de in gebreke blijvende aandeelhouder overeenkomstig de statuten laten terugkopen door een aandeelhouder of door een erkende derde. De netto-opbrengst van de verkoop wordt in mindering gebracht op het bedrag dat verschuldigd is door de in gebreke blijvende aandeelhouder, die aansprakelijk blijft voor het verschil of kan profiteren van het overschot.

Het stemrecht verbonden aan aandelen waarop geen storting heeft plaatsgehad, wordt geschorst zolang deze storting, naar behoren opgevraagd en verschuldigd, niet heeft plaatsgehad.

Artikel 7. Uitgifte van nieuwe aandelen

Op nieuwe aandelen kan slechts worden ingeschreven door personen die voldoen aan de in artikel 5 van deze statuten gestelde voorwaarden om aandeelhouder te worden.

De duizend (1.000) aandelen die het onbeschikbare eigen vermogen vertegenwoordigen, werden bij de oprichting volledig onderschreven en volgestort in contanten en a pari.

Naast de aandelen uitgegeven bij de oprichting van de vennootschap, kunnen andere aandelen die het deel van het onbeschikbare eigen vermogen vertegenwoordigen, ter gelegenheid van een kapitaalsverhoging, worden uitgegeven bij besluit van de Algemene Vergadering, die de uitgiftekoers, het bij de inschrijving te storten bedrag en, in voorkomend geval, de vervaldagen van de nog te storten bedragen bepaalt, alsmede de rentevoet op deze verschuldigde bedragen.

Artikel 7bis: Statutaire onbeschikbare eigen vermogensrekening

Het eigen vermogen is onbeperkt.

Een onbeschikbare eigen vermogensrekening is vastgesteld op twintigduizend euro (20.000 EUR) en is volledig volgestort. Dit mag niet worden uitgekeerd aan de aandeelhouders.

Het eigen vermogen kan bovendien variëren door de toelating, de uittreding, de uitsluiting of het verlies van de hoedanigheid van aandeelhouders en door de intrekking van hun aandelen of door bijkomende inschrijvingen door aandeelhouders.

De onbeschikbare eigen vermogensrekening kan slechts worden verhoogd of verminderd door een beslissing van de Algemene Vergadering, beraadslagend onder de voorwaarden vereist voor statutenwijzigingen en overeenkomstig artikel 6:85 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen (WVV).

De vennootschap beschikt over een onbeschikbare eigen vermogensrekening, die niet beschikbaar is voor uitkering aan de aandeelhouders, waarop de inbreng van de oprichters worden geboekt.

TITEL III. AANDELEN

Artikel 8. Aard van de aandelen en aandelenregister

De aandelen staan op naam. Ze hebben een volgnummer.

Zoals voorgeschreven door de wet wordt op de maatschappelijke zetel van de vennootschap een aandelenregister bijgehouden, dat, zonder verplaatsing, voor iedere aandeelhouder ter inzage ligt en waarin voor iedere aandeelhouder wordt vermeld :

- de namen, voornamen en woonplaatsen van natuurlijke personen; voor rechtspersonen, de naam of handelsnaam alsmede de maatschappelijke zetel en het registratienummer bedoeld in artikel 2: 24, § 1, 3° en § 2, 3° van het WV, van elk lid,
- de datum van toelating, uittreding of eventuele uitsluiting,
- het aantal aandelen in bezit, alsmede de inschrijvingen op nieuwe aandelen, de terugbetalingen van aandelen, de verkopen van aandelen en de data waarop deze hebben plaatsgevonden.
- het bedrag van de verrichte stortingen, de bedragen die zijn opgenomen ter terugbetaling van de aandelen.

De Raad van Bestuur is verantwoordelijk voor de inschrijvingen.

De inschrijvingen worden uitgevoerd op basis van gedateerde en ondertekende bewijsstukken. Ze worden uitgevoerd volgens hun datum.

Het eigendomsrecht van de aandelen wordt bewezen door een inschrijving in dit register.

Aan de aandeelhouders wordt een certificaat afgegeven waarin de inschrijving bevestigd wordt.

Artikel 9. Ondeelbaarheid van aandelen

De aandelen zijn ondeelbaar ten opzichte van de vennootschap, die in geval van splitsing het recht heeft de aan de aandelen verbonden rechten op te schorten totdat er één persoon als eigenaar van

de aandelen is erkend.

In geval van splitsing van de eigendom van het aandeel tussen de vruchtgebruiker en de blote eigenaar, hebben beiden het recht de vergadering bij te wonen. De uitoefening van het stemrecht wordt echter in de regel aan de vruchtgebruiker toegekend, onverminderd eventuele stemovereenkomsten die in dit verband tussen de vruchtgebruiker en de blote eigenaar kunnen worden gesloten.

Artikel 10. Overdracht en overgang van aandelen

De aandelen zijn overdraagbaar onder levenden aan aandeelhouders van dezelfde categorie, behoudens goedkeuring van de Raad van Bestuur.

Ze kunnen echter slechts door overlijden worden overgedragen of overgaan aan derden, met inbegrip van de erfgenamen of rechtverkrijgenden van de overleden aandeelhouder, indien het natuurlijke of rechtspersonen betreft die belang hebben bij het doel van de vennootschap, onder voorbehoud van goedkeuring door de Raad van Bestuur, die met gewone meerderheid van stemmen beslist.

Inpandgeving van de aandelen is verboden.

De aandeelhouders en rechthebbenden of rechtverkrijgenden van een aandeelhouder kunnen de vereffening van de vennootschap niet vorderen, noch de bezittingen van de vennootschap laten verzegelen of daarvan een inventaris laten opmaken.

Om hun rechten te kunnen uitoefenen, moeten ze de boeken en geschriften van de vennootschap en de beslissingen van de Algemene Vergaderingen raadplegen.

De eigendom van de aandelen wordt aangetoond door de inschrijving in het aandelenregister. De overdracht of overgang van aandelen is tegenstelbaar aan de vennootschap en derden vanaf het ogenblik waarop de verklaring van overdracht in het aandelenregister is ingeschreven.

TITEL IV. TOELATING TOT DE VENNOOTSCHAP

Artikel 11. Voorwaarde en procedure voor toelating

§1. Aandeelhouders zijn:

- 1) de ondertekenaars van de oprichtingsakte,
- 2) de natuurlijke personen of rechtspersonen die door de Raad van Bestuur bij gewone meerderheid van stemmen als aandeelhouders zijn toegelaten en die de door de Raad van Bestuur vastgestelde voorwaarden onderschrijven.

De aanvraag tot erkenning, met vermelding van de categorie waarvoor de toelating wordt gevraagd, moet worden gericht aan de Raad van Bestuur. In geval van weigering van de toelating deelt de vennootschap de objectieve redenen voor deze weigering mee aan de betrokkene die daarom verzoekt.

De vennootschap kan, uitsluitend voor speculatieve doeleinden, de toelating weigeren aan aandeelhouders die niet aan de algemene toelatingsvoorwaarden voldoen.

§2 Om als aandeelhouder te worden toegelaten, moet men ten minste één aandeel verwerven of onderschrijven, en deze volledig volstorten.

Elke aanvraag tot toelating impliceert de naleving van de statuten van de vennootschap en, in voorkomend geval, van het huishoudelijk reglement, alsmede van de door de organen van de vennootschap op geldige wijze genomen besluiten.

De toelating als aandeelhouder zal worden geweigerd indien deze leidt tot het niet-naleven van een van de volgende twee regels:

- 1 het aantal aandeelhouders dat ondernemingen vertegenwoordigt die geen expliciet sociaal doel hebben, mag niet meer dan 49% van het totale aantal aandeelhouders bedragen;

- 2 het aantal aandeelhouders dat overheidsinstanties vertegenwoordigt, mag niet meer dan 25% van het totale aantal aandeelhouders bedragen;

Een vertegenwoordiger van de overheid is eenieder die zitting heeft krachtens een mandaat dat hij heeft ontvangen op grond van de statuten en/of ingevolge een mandaat dat voortvloeit uit een beraadslaging van een overheids- of semi-openbare instantie.

De toelating van aandeelhouders wordt opgetekend in het register van de aandeelhouders.

De inschrijvingen gebeuren op basis van gedateerde en ondertekende bewijsstukken.

Artikel 12. Aansprakelijkheid

De aansprakelijkheid van de aandeelhouders is beperkt tot het bedrag van hun inschrijving. Ze zijn aansprakelijk zonder hoofdelijkheid, noch ondeelbaarheid. De aansprakelijkheid van de aandeelhouders van de vennootschap is derhalve beperkt.

De aansprakelijkheid van een uittreedende of uitgesloten aandeelhouder eindigt pas aan het einde van het boekjaar waarin hij zich heeft teruggetrokken of is uitgesloten.

Elke aandeelhouder die uittreedt of wordt uitgesloten, blijft persoonlijk aansprakelijk, binnen de grenzen waartoe hij zich heeft verbonden en gedurende een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de datum van zijn uittreding of uitsluiting, voor alle verbintenissen die hij is aangegaan voor het einde van het jaar waarin zijn uittreding of uitsluiting werd bekendgemaakt.

Artikel 12bis. Verlies van de status als aandeelhouder

Bovendien gaat de hoedanigheid van aandeelhouder verloren door uittreding, uitsluiting, ontbinding, vrijwillige of gerechtelijke vereffening van de vennootschap, faillissement, fusie, overname of splitsing waarbij de aandeelhouders van de begunstigde vennootschap of van de te splitsen vennootschap niet voldoen aan de voorwaarden om aandeelhouder te zijn, alsook door het overlijden, de onbekwaamverklaring of het kennelijke onvermogen (collectieve schuldenregeling) van een natuurlijke persoon-aandeelhouder.

Artikel 13. Uittreding

Het staat iedere aandeelhouder vrij zich uit de vennootschap terug te trekken, maar een uittreding is slechts geldig indien deze binnen de eerste zes maanden van het boekjaar per aangetekend schrijven ter kennis van de Raad van Bestuur is gebracht.

De Raad van Bestuur zal de Algemene Vergadering op haar volgende vergadering van deze uittreding in kennis stellen.

Een uittreding is voorts slechts toegestaan voor zover dit niet leidt tot de vereffening van de vennootschap door de vermindering van het maatschappelijk kapitaal tot een bedrag beneden het statutaire minimum of door vermindering van het aantal aandeelhouders tot minder dan drie.

De uittreding wordt in het aandelenregister ingeschreven, naast de naam van de uittreedende aandeelhouder.

Indien de Algemene Vergadering weigert de uittreding te registreren, wordt deze ontvangen op de griffie van het Vredegerecht van de zetel, overeenkomstig de procedure die is voorzien in het WVV.

Artikel 14. Uitsluiting

De Algemene Vergadering kan met een tweederdemeerderheid van de uitgebrachte stemmen, met uitzondering van de aandelen van de aandeelhouder wiens uitsluiting wordt voorgesteld, beslissen een aandeelhouder uit te sluiten die niet langer voldoet aan de voorwaarden voor lidmaatschap of die handelingen verricht welke strijdig zijn met de belangen van de vennootschap of om een andere ernstige reden, overeenkomstig artikel 6:123 van het WVV. De uitsluiting wordt door de Raad van Bestuur aan de Algemene Vergadering voorgesteld.

De uitsluiting kan slechts worden uitgesproken nadat de betrokken aandeelhouder is verzocht zijn opmerkingen schriftelijk kenbaar te maken binnen een maand na de verzending van een aangetekend schrijven waarin het gemotiveerde voorstel tot uitsluiting is opgenomen.

De aandeelhouder moet door de Algemene Vergadering worden gehoord indien hij daarom verzoekt. Hij kan zich ook laten bijstaan door een advocaat, indien hij dat wenst.

De beslissing tot uitsluiting moet gemotiveerd zijn en de procedure van artikel 6:123 van het WVV moet worden gevolgd.

De beslissing tot uitsluiting wordt opgenomen in een proces-verbaal dat wordt opgesteld en ondertekend door de voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij diens afwezigheid, door een vicevoorzitter of de gedelegeerd bestuurder. In het proces-verbaal worden de feiten vermeld waarop de uitsluiting is gebaseerd.

Een voor eensluidend verklaard afschrift van de beslissing wordt vervolgens binnen vijftien dagen per aangetekend schrijven aan de uitgesloten aandeelhouder toegezonden.

Ten slotte moet de uitsluiting in het aandelenregister worden vermeld, naast de naam van de uitgesloten aandeelhouder.

Artikel 15. Terugbetaling

De uittredende aandeelhouder heeft recht op de terugbetaling van zijn deelname, d.w.z. het bedrag dat daadwerkelijk op zijn aandelen is volgestort en nog niet is terugbetaald, zonder dat dit bedrag hoger mag zijn dan het bedrag van de netto-actiefwaarde van deze aandelen volgens de laatste goedgekeurde jaarrekening.

De betaling wordt verricht in het volgende boekjaar, tenzij het eigen vermogen van de vennootschap na deze terugtrekking verhindert dat ze aan de solvabiliteits- en liquiditeitstest voldoet. In dat geval wordt het recht op uitbetaling automatisch opgeschort totdat de uitkeringen weer zijn toegestaan. Over dit bedrag is geen rente verschuldigd.

In geval van overlijden van een aandeelhouder moet de betaling van het deel van de waarde dat overeenkomt met de successierechten in ieder geval geschieden binnen zes maanden na het overlijden.

TITEL V. ADMINISTRATIE - CONTROLE

Artikel 16. Bestuursorgaan

De vennootschap wordt bestuurd door een Raad van Bestuur bestaande uit minstens vier bestuurders, al dan niet aandeelhouders, die door de Algemene Vergadering van aandeelhouders bij gewone meerderheid van stemmen worden benoemd voor een termijn van ten hoogste zes jaar. Hun mandaten zijn hernieuwbaar.

De Raad van Bestuur zal te allen tijde

- bestaan uit ten minste één bestuurder die geen overheidsinstanties of private ondernemingen zonder sociaal oogmerk vertegenwoordigt;
- voor niet meer dan 49% bestaan uit bestuurders die ondernemingen vertegenwoordigen die geen expliciet sociaal doel hebben;
- voor niet meer dan 25% bestaan uit bestuurders die overheidsinstanties vertegenwoordigen.

Een vertegenwoordiger van de overheid is eenieder die zitting heeft krachtens een mandaat dat hij heeft ontvangen op grond van de statuten en/of ingevolge een mandaat dat voortvloeit uit een beraadslaging van een overheids- of semi-openbare instantie.

De Algemene Vergadering stelt het aantal bestuurders vast, bepaalt de duur van hun mandaat en beslist, in geval van pluraliteit van bestuurders, of hun bevoegdheden worden uitgeoefend door de Raad van Bestuur dan wel individueel kunnen worden uitgeoefend.

Indien zulks niet is bepaald, worden de bevoegdheden van de bestuurders uitgeoefend door de

Raad van Bestuur.

De bestuurders zijn verantwoordelijk voor de belangen van de coöperatie en niet voor hun persoonlijke belangen noch voor de belangen van de rechtspersoon die ze in de coöperatie vertegenwoordigen of die hen heeft gemandateerd.

Ze kunnen te allen tijde worden afgezet door de Algemene Vergadering, die met een tweederdemeerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden een beslissing neemt, zonder opzegtermijn en zonder opgave van redenen.

Elke bestuurder kan ontslag nemen door eenvoudige kennisgeving aan het bestuursorgaan.

Op verzoek van de vennootschap blijft hij in functie totdat de vennootschap redelijkerwijs in zijn vervanging kan voorzien. Hij kan zelf alles doen wat nodig is om de beëindiging van zijn functies tegenover derden te bewerkstelligen onder de voorwaarden van artikel 2:18 van het WVV.

De Raad van Bestuur kiest uit haar leden een voorzitter, een vicevoorzitter, een secretaris en een penningmeester.

De Raad van Bestuur eerbiedigt de beginselen van collegialiteit en solidariteit.

Artikel 17. Vacante betrekking bestuurder

In geval van een vacature kunnen de overblijvende bestuurders, wanneer er een Raad van Bestuur is, voorlopig in de vacature voorzien. De benoeming dient in de eerstvolgende vergadering te worden bekrachtigd.

Artikel 18. Bevoegdheid van de Raad van Bestuur

Naast de bevoegdheden die bij deze statuten worden toegekend, heeft de Raad van Bestuur de meest uitgebreide bestuurs- en beschikkingsbevoegdheden binnen het kader van het doel, met uitzondering van de bevoegdheden die de wet of de statuten aan de Algemene Vergadering voorbehouden.

Ze kan met name alle roerende en onroerende goederen huren en verhuren, kopen en verkopen, alle leningen aangaan, alle goederen van de vennootschap in pand geven of hypothekeren, handlichting geven met verzaking aan alle hypotheek-, pand- en vereffeningrechten/voorrechten en ontbindende vorderingen, zelfs zonder bewijs van betaling, van alle hypothecaire en andere inschrijvingen, transcripties, beslagleggingen en andere beletsels van welke aard ook, kwijting verlenen en de vennootschap in rechte vertegenwoordigen, als eiser en als verweerder, schikkingen treffen en tot een compromis komen over alles wat de vennootschap aangaat.

Bovendien stelt de Raad van Bestuur het huishoudelijk reglement op, wijzigt het en trekt het in, laat het door de Algemene Vergadering goedkeuren en brengt het ter kennis van elke aandeelhouder.

De bestuurders kunnen een huishoudelijk reglement opstellen dat ter bekrachtiging wordt voorgelegd aan de speciaal daartoe bijeengeroepen Algemene Vergadering, die beslist onder de voorwaarden van aanwezigheid en meerderheid die vereist zijn voor statutenwijzigingen. Dit huishoudelijk reglement kan vervolgens volgens dezelfde procedure worden gewijzigd of opgeheven.

Artikel 19. Vergaderingen

De Raad van Bestuur wordt door de voorzitter bijeengeroepen telkens het belang van de vennootschap dit vereist. De raad moet ook worden bijeengeroepen wanneer twee van haar leden daarom verzoeken.

De raad komt bijeen op de maatschappelijke zetel of op een andere plaats die in de oproeping is vermeld.

De leden kunnen per telefoon of internet deelnemen indien de gebruikte communicatiemiddelen hen in staat stellen aan de besprekingen deel te nemen.

De oproepingen worden gericht aan iedere bestuurder en kunnen rechtsgeldig geschieden per brief, telegram, telex, telefax of e-mail. Ze bevatten de agenda.

Artikel 20. Volmacht

Een bestuurder kan, zelfs per gewone brief, telex, telegram of telefax of langs elektronische weg of op gelijkaardige wijze, een volmacht geven aan een andere bestuurder om hem op de vergadering te vervangen en in zijn plaats te stemmen. Geen enkele gevolmachtigde mag echter meer dan één bestuurder vertegenwoordigen.

Artikel 21. Beraadslaging

De Raad van Bestuur wordt voorgezeten door haar voorzitter. Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, wordt de vergadering voorgezeten door de vicevoorzitter of, bij diens afwezigheid, door de oudste bestuurder in jaren.

De raad kan slechts geldig beraadslagen over de agendapunten indien minstens de helft van haar leden aanwezig of vertegenwoordigd is. Indien echter op een eerste vergadering de raad niet in quorum is, kan een nieuwe vergadering worden bijeengeroepen met dezelfde agenda, die geldig zal beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders.

In uitzonderlijke gevallen, wanneer de hoogdringendheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de beslissingen van de Raad van Bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders. Dit schriftelijke akkoord kan worden megedeeld per brief, telegram, fax of e-mail. Deze procedure mag evenwel niet worden gevolgd voor de opstelling van de jaarrekening.

Wanneer een bestuurder een persoonlijk belang heeft bij een bepaalde transactie dat tegengesteld is aan dat van de vennootschap, zijn de bepalingen van het WVV van toepassing.

De besprekingen die in de Raad van Bestuur plaatsvinden zijn vertrouwelijk. De bestuurders moeten, in hun hoedanigheid van gemachtigden, hun verbintenissen te goeder trouw nakomen. Ze zijn derhalve gebonden door een discretieplicht jegens de coöperatie.

Artikel 22. Stemming

Alle beslissingen van de Raad van Bestuur worden genomen met gewone meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van het lid dat de vergadering voorziet, doorslaggevend.

Artikel 23. Notulen

Deze beraadslagingen en stemmingen van de Raad van Bestuur worden vastgelegd in notulen die worden ondertekend door de meerderheid van de op de vergadering aanwezige bestuurders. Kopieën of uittreksels van deze notulen worden door de voorzitter of door twee bestuurders ondertekend.

Artikel 24. Dagelijks beheer

De Raad van Bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap en de vertegenwoordiging van de vennootschap met betrekking tot dit bestuur toevertrouwen:

- aan één of meerdere bestuurders die de titel van gedelegeerd bestuurder voeren
- of aan één of meerdere van buiten of binnen haar gelederen gekozen bestuurders of gevolmachtigden.

Ze kunnen ook door de Algemene Vergadering worden benoemd.

De Raad van Bestuur kan eveneens de leiding van één of meer takken van de zaken van de vennootschap toevertrouwen aan één of meer directeurs of gevolmachtigden gekozen binnen of buiten de Raad van Bestuur en aan elke gevolmachtigde alle bijzondere bevoegdheden toekennen.

De gedelegeerd bestuurder of de gevolmachtigde mag zijn bevoegdheden van dagelijks bestuur geheel of gedeeltelijk en naar eigen goeddunken overdragen aan door hem aan te wijzen personen.

De Raad van Bestuur bepaalt de taken, bevoegdheden en vaste of variabele vergoeding, ten laste van de algemene kosten, van de personen aan wie bevoegdheden worden gedelegeerd.

Indien de personen aan wie de Raad van Bestuur bevoegdheden overdraagt, bestuurders van de vennootschap zijn, is het de Algemene Vergadering die hun vergoeding bepaalt.

Artikel 25. Vertegenwoordiging van de vennootschap

Onverminderd de bijzondere volmachten die krachtens deze statuten aan de Raad van Bestuur worden verleend, wordt de vennootschap in alle handelingen, met inbegrip van die waarbij een openbaar ambtenaar of ministerieel ambtenaar betrokken is, en in rechte, vertegenwoordigd door twee gezamenlijk handelende bestuurders.

Indien de vennootschap slechts één bestuurder heeft, beschikt deze over alle vertegenwoordigingsbevoegdheden van de vennootschap.

Artikel 26. Aansprakelijkheid van bestuurders

De bestuurders zijn overeenkomstig artikelen 2:56 tot en met 2:58 van het WVV verantwoordelijk voor de uitoefening van het mandaat dat ze hebben ontvangen en voor eventuele fouten in hun bestuur.

Ze zijn hoofdelijk aansprakelijk, zowel tegenover de vennootschap als tegenover derden, voor alle schade die met name voortvloeit uit inbreuken op de bepalingen van het WVV of op de statuten van de vennootschap.

Artikel 27. Bezoldiging van bestuurders

De mandaten van bestuurders en controlerende aandeelhouders zijn onbezoldigd, tenzij de Algemene Vergadering anders beslist. In het geval van bestuurders aan wie een delegatie van bijzondere of permanente diensten is toevertrouwd, kunnen ze evenwel worden bezoldigd.

In geen geval mag deze vergoeding bestaan in een aandeel in de winst van de vennootschap.

Artikel 28. Controle van de vennootschap

De controle op de financiële toestand, de jaarrekening en de regelmatigheid ten opzichte van de wet en van de statuten van de verrichtingen die in de jaarrekening moeten worden opgenomen, wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen, leden van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren, die voor een hernieuwbare termijn van zes jaar door de Algemene Vergadering worden benoemd.

De Algemene Vergadering stelt de honoraria van de commissaris(sen) vast overeenkomstig de door het Instituut van de Bedrijfsrevisoren vastgestelde controlenormen.

Behoudens andersluidende beslissing van de Algemene Vergadering, zal de benoeming van een commissaris-revisor niet geschieden indien de vennootschap niet voldoet aan de wettelijke voorwaarden voor een verplichte benoeming.

In dat geval beschikt elke aandeelhouder over de individuele onderzoeks- en controlebevoegdheden van de commissarissen.

De Algemene Vergadering kan deze opdracht ook toevertrouwen aan een of meerdere aandeelhouders onder de door het WVV bepaalde voorwaarden.

Elke aandeelhouder kan zich door een accountant laten vertegenwoordigen. De bezoldiging van de accountant is ten laste van de vennootschap indien hij met haar instemming is benoemd of indien de bezoldiging door een gerechtelijke beslissing ten laste is van de vennootschap.

TITEL VI. ALGEMENE VERGADERING

Artikel 29. Samenstelling en bevoegdheid van de Algemene Vergadering

De Algemene Vergadering vertegenwoordigt alle aandeelhouders en is het soevereine beslissingsorgaan van de vennootschap.

De Algemene Vergadering bestaat uit alle aandeelhouders die het recht hebben zelf of bij volmacht hun stem uit te brengen, mits ze zich houden aan de bepalingen van het WVV of de statuten.

De regelmatig samengestelde Algemene Vergadering vertegenwoordigt alle aandeelhouders; haar beslissingen zijn bindend voor iedereen, zelfs voor degenen die afwezig zijn of het er niet mee eens zijn.

Ze heeft de bevoegdheden die haar door de wet en deze statuten zijn toegekend.

De Algemene Vergadering kan, op voorstel van de Raad van Bestuur, mits naleving van de aanwezigheids- en meerderheidsvoorwaarden die voor statutenwijzigingen zijn vereist, een huishoudelijk reglement opstellen waarin de werkingsvoorwaarden van de verschillende organen van de vennootschap en de bestuurscycli van de vennootschap worden geregeld. Ze kan aan de leden en hun rechthebbenden alles opleggen wat nuttig wordt geacht voor de belangen van de vennootschap.

Alleen zij heeft het recht wijzigingen in de statuten aan te brengen, bestuurders en commissarissen te benoemen, te ontslaan, hun ontslag te aanvaarden en hen kwijting te verlenen, en de jaarrekening goed te keuren.

Artikel 30. Vergaderingen

De Algemene Vergadering komt ten minste eenmaal per jaar bijeen op de derde zaterdag van de maand juni om 10:00 uur. Indien deze dag een wettelijke feestdag is, dan wordt de vergadering op de eerstvolgende werkdag op hetzelfde tijdstip gehouden.

De jaarlijkse Algemene Vergadering moet het onderzoek van de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar en de aan de bestuurders en commissarissen te verlenen kwijting op de agenda plaatsen.

De Algemene Vergadering kan ook buitengewoon bijeengeroepen worden door de Raad van Bestuur.

Ze moet worden bijeengeroepen indien de aandeelhouders die ten minste een vijfde van de aandelen bezitten daarom verzoeken of indien de commissaris(sen) om een dergelijke vergadering verzoekt (verzoeken).

De vergadering moet worden gehouden binnen drie weken na het verzoek tot bijeenroeping.

Artikel 31. Oproeping

De Algemene Vergadering wordt bijeengeroepen door de Raad van Bestuur, per gewone, door de Raad van Bestuur ondertekende brief of per e-mail, met de agenda, die ten minste acht dagen vóór de datum van de vergadering wordt verstuurd.

Eenieder kan aan deze oproeping verzaken en wordt in ieder geval geacht regelmatig te zijn opgeroepen wanneer hij op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is. Oproepingen voor gewone en buitengewone vergaderingen zijn niet vereist indien alle aandeelhouders aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De Algemene Vergadering wordt gehouden op de maatschappelijke zetel of op elke andere plaats aangeduid in de oproeping.

Vijftien dagen vóór de vergadering kunnen de aandeelhouders op de maatschappelijke zetel kennis nemen van de volgende documenten:

- jaarrekeningen;
- in voorkomend geval, de geconsolideerde rekeningen;
- de lijst van openbare middelen, aandelen, obligaties en andere effecten van de vennootschap in de portefeuille;
- het beheersverslag en het verslag van de commissarissen;
- de in artikel ** van deze statuten bedoelde bijzondere verslagen;

Een kopie van de jaarrekening en van de beheersverslagen, van de bijzondere verslagen van de Raad van Bestuur en, in voorkomend geval, van het verslag van de commissaris wordt onverwijld en kosteloos toegezonden aan de aandeelhouders die dit vragen.

Artikel 32. Voorzitterschap

De Algemene Vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij diens afwezigheid, door een vicevoorzitter of, bij diens afwezigheid, door de gedelegeerd bestuurder.

De voorzitter wijst een secretaris aan, die geen aandeelhouder moet zijn, en twee stemopnemers die samen het bureau vormen.

Artikel 33. Vertegenwoordiging - Volmachten

Elke aandeelhouder kan zich op de Algemene Vergadering laten vertegenwoordigen door een andere aandeelhouder met stemrecht en een schriftelijke volmacht, zelfs per fax. Rechtspersonen en handelingsonbekwamen kunnen zich evenwel laten vertegenwoordigen door hun gevolmachtigde en hun bewindvoerder, zelfs indien ze geen aandeelhouder zijn.

Een aandeelhouder mag niet meer dan één volmacht bezitten. Aandeelhouders die rechtspersonen zijn, moeten worden vertegenwoordigd door hun statutaire vertegenwoordigers, door een lid van hun Raad van Bestuur of door een naar behoren gemachtigde persoon.

De wettelijke vertegenwoordigers van de handelingsonbekwame persoon (met ouderlijk gezag of voogd, enz.), die de enige personen zijn die gerechtigd zijn de voormelde rechten uit te oefenen in het kader van deze statuten en ten aanzien van de vennootschap en haar aandeelhouders, ongeacht de aard of het doel van de beslissingen die aan de stemming worden onderworpen, vertegenwoordigen regelmatig de handelingsonbekwame persoon bij de uitoefening van de rechten die aan de aandelen zijn verbonden. De vertegenwoordiger wordt verondersteld daartoe bevoegd te zijn. In geval van betwisting daaromtrent heeft de Algemene Vergadering het recht de uitoefening van de stemrechten te schorsen totdat is vastgesteld wie tot de uitoefening van die bevoegdheden bevoegd is.

Hetzelfde geldt in geval van onbekwaamheid waardoor de betrokkene moet bijgestaan worden door een bekwame persoon (curator of voogd, enz.): ten aanzien van de vennootschap en de aandeelhouders is de aanwezigheid van de bijgestane persoon en van de persoon die hem wettelijk bijstaat, vereist om aan de Algemene Vergaderingen te kunnen deelnemen, tenzij de bijgestane persoon blijkt geeft van zijn volledige bekwaamheid. In geval van betwisting of twijfel daaromtrent heeft de Algemene Vergadering het recht de uitoefening van het stemrecht zoals vermeld in bovenstaande alinea op te schorten.

Hetzelfde geldt in geval van een aanvaard nalatenschap onder voorrecht van boedelbeschrijving en, meer in het algemeen, in alle situaties waarin een bewindvoerder of beheerder van goederen of vermogen is benoemd (faillissement, vereffening, enz.): deze oefent als enige het stemrecht uit ten aanzien van de vennootschap en de aandeelhouders. In geval van betwisting van zijn bevoegdheden heeft de Algemene Vergadering het recht de uitoefening van het stemrecht te schorsen zoals in de voorgaande alinea's is bepaald.

Artikel 34. Beraadslagingen

Over punten die niet op de agenda staan, kan op de vergadering alleen worden beraadslaagd wanneer alle aandelen aanwezig zijn en wanneer met eenparigheid van stemmen is gestemd, behalve in geval van naar behoren gemotiveerde hoogdringendheid.

De aandeelhouders kunnen alle beslissingen die tot de bevoegdheid van de Algemene Vergadering behoren, met eenparigheid van stemmen schriftelijk nemen, met uitzondering van die welke bij authentieke akte moeten worden verleden.

Op elke vergadering wordt een aanwezigheidslijst bijgehouden.

De bestuurders geven antwoord op de vragen die hen door de aandeelhouders worden gesteld met betrekking tot hun verslag of tot de agendapunten, voor zover de mededeling van gegevens of feiten niet van dien aard is dat de vennootschap, de aandeelhouders of het personeel van de

vennootschap daardoor ernstig zouden worden benadeeld.

Wanneer een effectief of geassocieerd lid rechtstreeks of onrechtstreeks een tegenstrijdig belang van vermogensrechtelijke aard heeft bij een beslissing of een verrichting die het voorwerp van de Algemene Vergadering uitmaakt, dan moet hij dit vóór de beraadslaging van de Algemene Vergadering aan de andere leden mededelen. Indien ze dit wenselijk acht, kan de Algemene Vergadering besluiten het lid uit te sluiten van de beraadslaging en stemming over het punt waarbij zijn belang in het geding kan zijn.

Artikel 35. Stemming

§1. Behoudens de in deze statuten en in de wet voorziene uitzonderingen, beslist de vergadering, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders, bij meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen, onthoudingen niet meegerekend.

De stemming gebeurt bij handopsteken of bij naamafroeping, tenzij de vergadering anders beslist. De stemming kan ook schriftelijk gebeuren.

De stemming over de benoeming van bestuurders en commissarissen is geheim.

§2. Elke aandeelhouder heeft recht op één stem, ongeacht het aantal aandelen dat hij bezit.

Een aandeelhouder mag zich op gewone en buitengewone Algemene Vergaderingen alleen door een andere aandeelhouder laten vertegenwoordigen. Elke aandeelhouder mag slechts één andere vertegenwoordigen.

Beslissingen moeten worden goedgekeurd door zowel:

- een absolute meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de maatschappelijke coöperatieleden (categorie A),
- een absolute meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden-investeerdere (categorie B en D) en
- een absolute meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden die van de financiering door de coöperatie genieten of hebben genoten (categorie C).

§3. Wanneer de vergadering bijeengeroepen wordt om te beslissen over een wijziging van de statuten of van het huishoudelijk reglement, kan ze slechts geldig beraadslagen indien het voorwerp van de voorgestelde wijzigingen uitdrukkelijk in de oproeping is vermeld en indien de aanwezigen de helft van de inbreng vertegenwoordigen.

Voldoet de vergadering niet aan deze laatste voorwaarde, dan wordt een nieuwe vergadering met dezelfde agenda bijeengeroepen op een datum tussen twee weken en twee maanden na de eerste vergadering. In dit geval beraadslaagt de vergadering geldig ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen.

Het voorstel moet driekwart van de stemmen krijgen van de aanwezige en vertegenwoordigde aandeelhouders van de maatschappelijke coöperatieleden (categorie A), driekwart van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden-investeerdere (categorie B en D) en driekwart van de aanwezige en vertegenwoordigde stemmen van de coöperatieleden die financiering van de coöperatie hebben genoten of genieten (categorie C).

Artikel 36. Stemmen op afstand

Overeenkomstig artikel 6:75 van het WVV kan de Raad van Bestuur besluiten om elektronisch stemmen op afstand in te voeren.

De vennootschap biedt de aandeelhouders de middelen om aan de stemming deel te nemen.

Artikel 37. Notulen

De notulen van de Algemene Vergaderingen worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die daarom verzoeken. Afschriften of uittreksels die ter terechtzitting of

elders moeten worden voorgelegd, worden ondertekend door de enige bestuurder of door de voorzitter van de Raad van Bestuur of de gedelegeerd bestuurder of door twee bestuurders.

TITEL VII. BOEKJAAR - VERDELING - RESERVES

Artikel 38. Boekjaar

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Artikel 39. Vennootschapsdocumenten

Op deze laatste datum wordt de boekhouding van de vennootschap afgesloten en maakt het bestuursorgaan een inventaris op en stelt het de jaarrekening op die het, na goedkeuring door de vergadering, overeenkomstig de wet bekendmaakt.

Artikel 40: Bestemming van het resultaat

De nettowinst van de vennootschap wordt vastgesteld overeenkomstig de wet. De Algemene Vergadering is bevoegd te besluiten over de bestemming van de winst en het bedrag van de uitkeringen, overeenkomstig de wettelijke bepalingen, voor zover van toepassing, en met inachtneming van eventuele bijzondere overeenkomsten of statuten.

Een deel van de jaarlijkse middelen wordt besteed aan voorlichting en opleiding van haar leden, potentiële leden of het grote publiek.

Het enige geldelijke voordeel dat de vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks aan haar aandeelhouders toekent, onder welke vorm ook, mag niet hoger zijn dan de rentevoet bedoeld in artikel 8:5, § 1, 2° van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen en toegepast op het door de aandeelhouders werkelijk op de aandelen gestorte bedrag.

Bovendien kan het bedrag van het dividend dat aan de aandeelhouders wordt uitgekeerd pas worden vastgesteld nadat de Vennootschap een bedrag heeft gereserveerd voor projecten of toewijzingen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de verwezenlijking van haar doel, en in het bijzonder een toewijzing aan en een onttrekking uit het reservefonds dat is bedoeld om de risico's te dekken die zijn verbonden aan het verstrekken van leningen door de coöperatie.

Dit reservefonds ter dekking van de risico's verbonden aan het verstrekken van leningen door de coöperatie vormt een onbeschikbare reserve.

De jaarlijkse toevoeging aan dit fonds wordt als volgt berekend

- 3% van de uitstaande leningen die gedurende het boekjaar zijn verstrekt en die voorzien in vervroegde rentebetaling
- 3% van de verschuldigde hoofdsom en rente van elk van de andere leningen, vermenigvuldigd met een breuk bestaande uit, in de teller, het bedrag van de in het boekjaar betaalde rente en, in de noemer, het totale bedrag van de verschuldigde rente, zoals geraamd op basis van de geldende voorwaarden.

De jaarlijkse overdracht naar dit fonds is gelijk aan de waardeverminderingen op leningen die tijdens het boekjaar werden geboekt.

Na vaststelling van het bedrag dat de Vennootschap reserveert voor projecten of toewijzingen die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van haar doel, en in het bijzonder de toevoeging aan en de onttrekking uit het reservefonds dat bestemd is voor de dekking van de risico's die verbonden zijn aan de toekenning van leningen door de coöperatie, wordt het resterende saldo aangewend voor de toekenning van een dividend dat nooit meer mag bedragen dan 1% van het gestorte deel van het maatschappelijk kapitaal.

Er mogen geen uitkeringen worden gedaan, tenzij met inachtneming van de dubbele test (solvabiliteit en liquiditeit). De beslissing van de Algemene Vergadering om een uitkering te doen, wordt pas van kracht nadat het bestuursorgaan zich ervan heeft vergewist dat de vennootschap na de uitkering, overeenkomstig de redelijkerwijs te verwachten ontwikkelingen, in staat zal zijn haar opeisbare schulden te blijven betalen gedurende een periode van ten minste twaalf maanden na de datum van de uitkering.

Indien de vennootschap eigen vermogen heeft dat wettelijk of statutair onbeschikbaar is, mag geen uitkering worden gedaan indien het netto-actief minder bedraagt dan het bedrag van dat onbeschikbare eigen vermogen of indien dat bedrag zou dalen als gevolg van een dergelijke uitkering. Voor de toepassing van deze bepaling wordt het niet-afgeschreven gedeelte van de herwaarderingsreserve geacht niet beschikbaar te zijn. Het netto-actief van de vennootschap wordt bepaald op basis van de laatste goedgekeurde jaarrekening of een recentere staat waarin de activa en passiva zijn samengevat. Onder netto-actief wordt verstaan het totaal van de activa verminderd met de voorzieningen, de schulden en, behalve in uitzonderlijke gevallen die in de toelichting bij de jaarrekening moeten worden vermeld en gemotiveerd, de nog niet afgeschreven bedragen voor oprichtings- en uitbreidingskosten en kosten voor onderzoek en ontwikkeling.

De beslissing van het bestuursorgaan wordt gemotiveerd in een verslag dat niet wordt neergelegd.

Het recht op dividenden op aandelen waarop geen storting heeft plaatsgevonden, wordt opgeschort.

Artikel 41. Inventaris - jaarrekeningen - bijzondere verslagen

Aan het einde van elk boekjaar stelt de Raad van Bestuur de inventaris op, alsmede de balans, de resultatenrekening, de bijlage en het beheersverslag dat aan de Algemene Vergadering moet worden voorgelegd.

Eerbiediging van de doelstellingen van de Erkende Sociale Ondernemingen

De RvB stelt een speciaal jaarverslag op over het afgesloten boekjaar, dat ten minste de volgende gegevens bevat:

- Aanvragen voor uittreding;
- Het aantal uittredende aandeelhouders en de categorie van aandelen waarvoor ze uittreden;
- Het gestorte bedrag en eventuele andere voorwaarden;
- Het aantal afgewezen aanvragen en de reden van de afwijzing;
- Alsmede, indien de statuten zulks bepalen, de identiteit van de uittredende aandeelhouders;
- De wijze waarop de RvB toezicht houdt op de toepassing van de voorwaarden voor accreditatie;
- De activiteiten die de vennootschap heeft uitgevoerd om haar doel te bereiken;
- De middelen die de vennootschap hiertoe heeft ingezet.

Dit verslag wordt, indien nodig, opgenomen in het beheersverslag. Indien de RvB niet verplicht is een beheersverslag op te stellen en in te dienen, dan zendt ze binnen zeven maanden na het einde van het boekjaar een kopie van het bijzondere verslag naar de FOD Economie.

Dit verslag wordt ook bewaard op de zetel van de vennootschap.

Eerbiediging van de beginselen van de coöperaties die zijn goedgekeurd door de Nationale Raad voor de Coöperatie (NRC)

In geval van NRC-erkenning:

De Raad van Bestuur moet elk jaar een speciaal bijzonder verslag opstellen over de wijze waarop de vennootschap ervoor heeft gezorgd dat de erkenningsvoorwaarden zijn vervuld, met name de verwezenlijking van haar hoofddoel en de toewijzing van een deel van de jaarlijkse middelen aan de voorlichting en opleiding van haar leden, potentiële leden of het grote publiek, alsook over de wijze waarop de uitgaven voor investeringen, werkingskosten en bezoldigingen bijdragen tot de verwezenlijking van het doel van de vennootschap.

Dit verslag wordt, waar nodig, geïntegreerd in het beheersverslag dat is opgesteld overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

De bestuurders van vennootschappen die niet verplicht zijn een beheersverslag op te stellen, bewaren het bijzondere verslag op de zetel van de vennootschap.

Artikel 42. Kwijting van de bestuurders

De Algemene Vergadering aanhoort de verslagen van de bestuurders en van de commissaris of van de aandeelhouders en beslist over de goedkeuring van de jaarrekening (balans - resultatenrekening en bijlagen).

Na de goedkeuring van de jaarrekening beslist de Algemene Vergadering over de kwijting van de

bestuurders en van de met de controle belaste personen of van de commissaris.

De jaarrekening wordt bij de Nationale Bank neergelegd binnen de dertig dagen na de goedkeuring ervan door de Raad van Bestuur.

TITEL VIII. ONTBINDING - VEREFFENING

Artikel 43. Alarmbelprocedure

Wanneer het netto-actief negatief dreigt te worden of is geworden, moet de Raad van Bestuur de Algemene Vergadering bijeenroepen voor een vergadering die moet worden gehouden binnen de twee maanden na de datum waarop deze toestand krachtens de wettelijke of statutaire bepalingen werd vastgesteld of had moeten worden vastgesteld, teneinde te beslissen over de ontbinding van de vennootschap of over in de agenda aangekondigde maatregelen om de continuïteit van de vennootschap te verzekeren.

Dezelfde procedure wordt gevolgd wanneer de Raad van Bestuur vaststelt dat het niet langer zeker is dat de vennootschap, volgens redelijkerwijs te verwachten ontwikkelingen, in staat zal zijn haar schulden te betalen wanneer ze opeisbaar worden in ten minste de komende twaalf maanden.

Tenzij de Raad van Bestuur overeenkomstig artikel 6:125 van het WVV de ontbinding van de vennootschap voorstelt, zet ze in een bijzonder verslag de maatregelen uiteen die ze voorstelt om de continuïteit van de vennootschap te waarborgen. Dit verslag wordt in de agenda aangekondigd. Een afschrift kan worden verkregen overeenkomstig artikel 6:70 § 2 van het WVV.

Bij gebrek aan het in de voorgaande alinea 3 bedoelde verslag is de beslissing van de Algemene Vergadering nietig.

Artikel 44. Ontbinding

De vennootschap wordt onder meer ontbonden wanneer het aantal aandeelhouders gedaald is beneden het wettelijke minimum en wanneer het kapitaal gedaald is beneden het wettelijke minimum.

Naast de bij de wet bepaalde ontbindingsgronden kan de vennootschap slechts worden ontbonden door een beslissing van de Algemene Vergadering, genomen overeenkomstig de vorm en de voorwaarden vereist voor een statutenwijziging.

Artikel 45. Vereffenaars

In geval van ontbinding van de vennootschap, om welke reden ook, zal de vereffening geschieden door één of meer vereffenaars, benoemd door de Algemene Vergadering en wiens benoeming moet bevestigd worden door de ondernemingsrechtbank van het rechtsgebied waar de vennootschap haar zetel heeft gedurende meer dan tien maanden voor de dag van de beslissing tot ontbinding. Wanneer de aangewezen vereffenaar een rechtspersoon is, moet de natuurlijke persoon die de vereffenaar vertegenwoordigt, worden aangewezen in het benoemingsbesluit.

De vergadering bepaalt de bevoegdheden en bezoldiging van de vereffenaar. De vereffenaars of de Raad van Bestuur beschikken over de meest uitgebreide bevoegdheden die door het WVV zijn toegekend.

Tijdens de zesde en de twaalfde maand van het eerste vereffeningsjaar bezorgt de vereffenaar een gedetailleerde beschrijving van de toestand van de vereffening aan de griffie van de bevoegde ondernemingsrechtbank. Deze beschrijving bevat met name een opgave van de ontvangsten, uitgaven, uitkeringen, alsmede van hetgeen nog moet worden vereffend. Vanaf het tweede jaar van de vereffening wordt deze gedetailleerde verklaring elk jaar aan de griffie overgemaakt.

Vóór de beëindiging van de vereffening legt de vereffenaar het plan voor de verdeling van de activa over de verschillende categorieën schuldeisers ter goedkeuring voor aan de ondernemingsrechtbank in het arrondissement waar de vennootschap haar maatschappelijke zetel heeft.

Artikel 46. Verdeling van het netto-actief

Nadat alle schulden, lasten en vereffeningskosten zijn voldaan of de nodige stortingen zijn verricht, wordt het netto-actief eerst aangewend voor de terugbetaling, in geld of in effecten, van het op de aandelen volgestorte bedrag, overeenkomstig de bepalingen van artikel 15.

Indien niet alle aandelen in dezelfde mate zijn volgestort, houden de vereffenaars, alvorens tot verdeling over te gaan, rekening met dit verschil in toestand en herstellen ze het evenwicht door alle aandelen op volstrekt gelijke voet te brengen, hetzij door aanvullende stortingen ten laste van de onvoldoende volgestorte aandelen, hetzij door voorafgaande terugbetalingen in geld ten gunste van de aandelen die in een grotere verhouding zijn volgestort.

De Raad van Bestuur en de door de Algemene Vergadering benoemde vereffenaar(s) stellen aan de Algemene Vergadering een bestemming voor het eventueel resterende saldo voor, die zelf over de sluiting van de vereffening beslist.

In geval van vereffening van de vennootschap zullen de activa die overblijven na aanzuivering van het passief en terugbetaling van de door de aandeelhouders gestorte en nog niet terugbetaalde inbreng, op straffe van nietigheid, bestemd worden voor een bestemming die zo nauw mogelijk aansluit bij haar doel als erkende sociale onderneming.

TITEL IX. DIVERSE BEPALINGEN

Artikel 47. Keuze van de woonplaats

Voor de uitvoering van de statuten moet iedere aandeelhouder, bestuurder, commissaris, directeur of vereffenaar met woonplaats in het buitenland woonplaats kiezen op de maatschappelijke zetel waar alle mededelingen aan hem rechtsgeldig kunnen worden gedaan, tenzij hij in België een andere woonplaats heeft gekozen ten aanzien van de vennootschap.

Artikel 48. Rechterlijke bevoegdheid

Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar aandeelhouders, bestuurders, commissarissen en vereffenaars met betrekking tot de zaken van de vennootschap en de uitvoering van onderhavige statuten, zijn uitsluitend de rechtbanken van de plaats van de maatschappelijke zetel bevoegd, tenzij de vennootschap uitdrukkelijk afstand doet van deze bevoegdheid.

Artikel 49. Gemeen recht

De bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen waarvan niet wettig is afgeweken, worden geacht in deze statuten te zijn opgenomen en alle clausules die in strijd zijn met de dwingende bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen worden geacht niet te zijn geschreven.

Complémentairement, il est procédé à la publication des nominations suivantes:

- délégation de la gestion journalière à Madame Annika CAYROL, intervenue lors du CA du 29 janvier 2024;
- nomination de Monsieur Luis AKAKPO en qualité d'administrateur, intervenue lors de l'assemblée générale ordinaire du 15 juin 2024;
- nomination de Monsieur Frédéric MADRY en qualité de représentant permanent de la société NETWERK SOLIDARITEIT (administrateur), intervenue lors du CA du 10 novembre 2023;

Pour extrait conforme

Quentin PIRET, notaire associé à Tilleur

Déposés en même temps: une expédition de l'acte, les statuts coordonnés, le PV de l'AG du 18 mars 2024, le PV du CA du 10 novembre 2023, le PV du CA du 29 janvier 2024 et le PV de l'AGO du 15 juin 2024